

Sous la direction du Prof. Philip D. Jaffé

---

## **Les droits de l'enfant sont-ils sexistes ?**

***Analyse intersectionnelle du cas des mineures en conflit avec la loi en  
Suisse***

### **MÉMOIRE – Orientation recherche**

Présenté à  
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant  
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch  
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Zoe MOODY

de

Neuchâtel, Suisse

Mémoire No

SION

Janvier 2010



## Résumé

Le principe d'égalité est l'un des fondements du mouvement des droits humains ainsi que des démocraties modernes. Il s'agit également de l'un des quatre principes généraux de la Convention relative aux Droits de l'Enfant. Pourtant, en dépit de la reconnaissance mondiale de ce principe, sur les plans juridique et social, certains groupes de personnes restent largement discriminés et peinent à faire valoir leurs droits. Les filles, à l'intersection des catégories « enfant » et « femme », sont indubitablement concernées par cet état de fait. Dans la communauté internationale, la tendance actuelle est d'ailleurs à la création de conventions spécifiques pour la défense et la promotion des droits de ces minorités marginalisées. Peut-on envisager une telle solution pour le cas particulier des filles ? Pour quels avantages et/ou quels inconvénients ?

Ces interrogations, au cœur de ma réflexion, sont abordées au travers de l'exemple spécifique des mineures en conflit avec la loi, souvent utilisé dans les études consacrées à la problématique de la discrimination à l'encontre des filles, mais rarement approfondi. Que peuvent dans ce contexte nous apprendre les champs des droits de l'enfant et des études genre, ainsi que les recherches en criminologie, psychologie et sociologie et quelles sont les dimensions légales concernées par cette thématique multidimensionnelle ? L'ensemble de ces questions complémentaires sont traitées sur la base des principaux éclairages théoriques existants en la matière à ce jour et s'inscrivent clairement dans une approche inter- et transdisciplinaire.

### *Mots-clé*

Droits de l'enfant  
Interdisciplinarité  
Discrimination  
Genre  
Justice juvénile



## Table des matières

1.Introduction.....	1
1.1.Les droits de l'enfant et les oubliées du système.....	1
1.2.Pour une approche inter- et transdisciplinaire.....	3
2.Les filles existent-elles ?.....	5
2.1.A la croisée du genre et de l'âge.....	5
2.2.Principe de non-discrimination et dilemme de la différence.....	10
2.3.Processus de marginalisation et approche intersectionnelle.....	12
3.Age, sexe et déviance.....	20
3.1.Etude de la délinquance et perspective genre.....	21
3.2.Mineures en rupture : facteurs de risque, facteurs protecteurs et besoins particuliers.....	25
3.3.Condition pénale des mineures sur un plan international.....	29
4.La Suisse et ses invisibles : le point aveugle de la recherche.....	33
4.1.Instruments de droit international et national.....	33
4.2.Le point aveugle des données officielles.....	39
4.3.Condition pénale des mineures en Suisse : enjeux et perspectives.....	50
5.Conclusion.....	56
5.1.Les besoins comme base pour la justification des droits.....	56
5.2.Lecture intersectionnelle de la Convention des Droits de l'Enfant.....	57
6.Bibliographie.....	61



## 1. Introduction

### *1.1. Les droits de l'enfant et les oubliées du système*

La Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux Droits de l'Enfant (CDE) a vingt ans. Les enfants d'aujourd'hui sont nés dans la mouvance du nouveau contrat social engendré par la ratification quasi universelle de cette Convention<sup>1</sup> ; ils en sont également devenus des acteurs centraux. Toutefois, le chemin menant à une implémentation optimale de l'ensemble des droits qui leur sont reconnus dans ce texte fondateur est encore long. En effet, certains articles rencontrent de fortes résistances dans leur application.

L'un d'entre eux, et celui qui nous concerne de manière prioritaire dans le cadre de ce travail, est le second article de la CDE (1989) portant sur le principe de non-discrimination. Celui-ci précise que :

Les Etats parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation. (art. 2 al. 1)

Outre son caractère absolument fondamental, il s'agit de relever que cet article est l'un des quatre principes généraux de la CDE, ce qui implique qu'un respect approximatif de celui-ci met en péril la mise en œuvre de cette dernière dans son entièreté. Effectivement, un Etat partie à la CDE n'observant pas ce principe se trouve par conséquent dans l'impossibilité de garantir à l'ensemble des enfants relevant de sa juridiction les droits subjectifs et interdépendants constitutifs du corps de la Convention. Cette situation problématique engendrant des conditions discriminatoires pour certains groupes d'enfants.

Les filles sont les plus nombreuses concernées par cet état de fait préoccupant et cela quel que soit le contexte spatial, politique et même temporel. En effet, la discrimination à l'égard des

---

<sup>1</sup> L'ensemble de la communauté internationale a ratifié cette Convention, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique et de la Somalie.

personnes de sexe féminin peut être dans les faits, à degrés divers, envisagée mondialement. Assurément, celle-ci est plus extrême et violente dans les pays défavorisés mais sa visibilité s'en trouve certainement aussi maximisée. Ceci suggérant une évolution de formes plus pernicieuses dans les régions du globe dites « industrialisées ».

Un paradoxe important et pour le moins déconcertant peut toutefois être noté sur un plan international. Les filles appartenant simultanément aux catégories « enfant » et « femme » devraient idéalement et pratiquement être doublement protégées par les puissantes conventions en vigueur et les avancées du droit humain international dans le champ de la défense des droits des minorités. Cependant, il semblerait que la règle, selon laquelle les groupes subissant plusieurs formes d'oppression sont rendus invisibles et ainsi oubliés des agendas politiques, soit encore d'actualité. Effectivement, l'âge et le genre, par les systèmes d'oppression y trouvant leur origine, semblent être les facteurs explicatifs de la discrimination à l'encontre de la fille sur les plans micro- et macro-sociaux.

Tenant compte de ce constat, quelles sont les solutions envisageables ? Un nouvel instrument de droit humain international devrait-il être conçu pour protéger les droits particuliers des filles, comme catégorie marginalisée ? Au contraire, serait-il plus pertinent d'utiliser l'influent et solide outil qu'est la CDE, en en proposant un filtre pour une lecture au féminin, bénéficiant de la sorte du terrain conquis ? Ou alors, à force de catégorisation, la discrimination positive qui, aussi bien fondée et pensée soit-elle, reste une ségrégation, devient-elle la seule solution ? En menant la réflexion plus loin encore, est-il possible de défendre les droits d'une minorité ou est-ce qu'un groupe socialement construit et exprimé conduit nécessairement et inexorablement à la marginalisation d'individus ? Et en ce qui concerne plus précisément les droits des filles, de l'individualisation à la catégorisation genrée, en passant par l'anonymat sexuel, un équilibre favorable à leur condition peut-il être trouvé ?

L'objectif de ce travail, avec pour toile de fond ces questions fondamentales est d'explorer la problématique du genre dans le champ complexe qu'est celui des droits de l'enfant, cela en analysant la situation particulière des mineures en conflit avec la loi en Suisse. Par catégorisations successives, une nouvelle minorité émerge. Quelle peut être sa réalité ? Et



surtout, les autorités politiques ainsi que les responsables du système de justice pour mineurs ont-ils conscience de la marginalisation que cette minorité risque ? La Suisse, reconnue pour ses valeurs humanitaires, est-elle véritablement attentive aux risques de discrimination liés à une invisibilité factuelle, officielle et politique de la catégorie des filles ?

Plus que des réponses à ces questions, mon souhait est d'apporter de nouvelles pistes de réflexion pour les acteurs de ce débat dans le but de l'enrichir et peut-être d'offrir un cadre de travail dynamique permettant de penser la complexité de la situation des filles, plus particulièrement en Suisse. Pour ce faire, j'opte pour une démarche interdisciplinaire afin, d'une part, d'étudier les différentes visions spécialisées au sujet de cette problématique et, d'autre part, de saisir la complexité de celui-ci en coordonnant ces regards et les faisant interagir dans un processus co-constructif.

## ***1.2. Pour une approche inter- et transdisciplinaire***

L'analyse de la situation des filles et plus particulièrement de celle des mineures en conflit avec la loi dans le champ des droits de l'enfant est un objet d'étude qui peut être abordé à partir de nombreuses disciplines. Dans le cadre et les limites de ce travail, je mobiliserai la psychologie de l'enfant, la sociologie de l'enfance et de la déviance, le droit humain international ainsi que la criminologie. Cette approche psycho-socio-juridique doit me permettre, en reprenant les termes de Morin (2003), d'entrer dans une forme de connaissance «multifocalisée, polydimensionnelle, (...) où la perspective globale, loin d'être chassée par la multiplicité des perspectives, est requise par celles-ci» (p. 7). Afin d'enrichir ces éclairages disciplinaires complémentaires, je me servirai également des avancées récentes de nouveaux champs d'étude interdisciplinaires, à savoir celui des droits de l'enfant et celui des études genre. Ceux-ci apporteront non seulement de solides fondements à mon travail de réflexion, mais me permettront par ailleurs de saisir l'hétérogénéité des contextes culturels, historiques et légaux concernant mon objet d'étude.

Pour aborder cette thématique qui se situe à la croisée des disciplines, une démarche interdisciplinaire est, à mon sens, fondamentale. D'ailleurs, celle-ci devrait idéalement être

agrémentée d'une perspective transdisciplinaire, au sens de Wiesmann et al. (2002), selon laquelle « la recherche transdisciplinaire est appropriée à la résolution scientifiquement fondée des problèmes du monde vécu qui présentent un haut degré de complexité en termes d'incertitudes par rapport aux faits, aux valeurs et aux enjeux sociaux » (p. 186). La place des filles dans notre société étant une problématique complexe au même titre que les enjeux en découlant, une approche transdisciplinaire est appropriée et nécessaire afin de la circonscrire et d'en faire une analyse subtile. En effet, sortir mon objet d'étude de toute définition réductrice est la façon la plus à même de me permettre de prendre en compte l'ensemble de ses diverses composantes, d'en saisir les différents niveaux de réalité et d'envisager comprendre la dynamique engendrée par les logiques régissant ces derniers.

Afin d'atteindre ces objectifs théoriques et méthodologiques, ce travail de recherche comporte trois parties principales, chacune subdivisée en trois points. Dans la première section *Les filles existent-elles ?*, une réflexion sur la pertinence de la catégorisation des filles est menée (2.1). Puis, le principe d'égalité est questionné (2.2) pour ensuite aborder l'application de la théorie intersectionnelle à la condition juridique et sociale des filles (2.3).

Dans la partie suivante *Age, sexe et déviance*, prend forme la focalisation sur l'exemple particulier des mineures en conflit avec la loi. Un état des lieux au sujet de l'approche genre dans l'étude de la délinquance est dressé (3.1). La suite est consacrée à une présentation des résultats des recherches récentes en criminologie et en psychologie sur ce thème (3.2) et à une description de la condition pénale des mineures sur un plan international (3.3).

La dernière section *La Suisse et ses invisibles : le point aveugle de la recherche* propose un examen, pour le cas de la Suisse, des droits des filles puis de ceux mineurs en conflit avec la loi ainsi qu'une présentation du nouveau droit pénal des mineurs (4.1). Pour suivre, une analyse concernant la place accordée aux adolescentes dans l'étude, l'analyse et le commentaire de la délinquance juvénile en Suisse est réalisée (4.2). Pour finir, quelques pistes de réflexion pour une amélioration de la condition pénale des mineures en Suisse sont suggérées (4.3).

## 2. Les filles existent-elles ?

Il est absolument fondamental d'explorer cette question quelque peu provocatrice et volontairement directe avant même d'entreprendre une réflexion sur la place des filles dans notre société. Cette interpellation comprend en fait deux pans. Le premier nous invite à définir précisément le terme de « fille », puis à réfléchir à son éventuelle conceptualisation en tant que groupe social à part entière. Le second interroge plutôt la pertinence d'une telle définition, ses limites et les dangers d'une catégorisation trop figée. Les réflexions des féministes, dont les divers mouvements et courants de pensée ont été traversés par des questions similaires, ainsi que les travaux des chercheurs en études genre, des sociologues ou des philosophes nous offrent quelques éléments de réponse et pistes à investiguer.

### *2.1. A la croisée du genre et de l'âge*

Sur la scène anglophone et internationale, le mot composé « girl-child » désigne un enfant de sexe féminin. En français, le terme le plus proche est celui de « fille ». Dans le cadre de ce travail, ce substantif sera donc utilisé mais sa portée circonscrite ; le point de vue de la filiation ne sera en effet pas pris en compte. « Fille », que j'alternerai à ma guise et suivant le contexte avec les termes d'« adolescente », de « mineure » ou de « fillette », sera ainsi toujours employé pour désigner un enfant au sens de l'article premier de la CDE (1989), à savoir tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, de sexe féminin.

Cette succincte définition permet de rapidement prendre conscience des deux variables caractéristiques de la population étudiée : l'âge et le sexe. Cependant, ces traits naturels particuliers peuvent-ils être considérés comme nécessaires et suffisants pour la catégorisation d'un groupe social déterminé ? La question se pose plus concrètement lorsque l'on s'intéresse aux situations respectives d'une fillette de quatre ans et d'une adolescente de dix-sept ans et que l'on envisage ces deux personnes comme étant membres d'un même ensemble. Cette position est plus difficile encore à défendre si l'on tient compte de contextes socio-économiques différents. Le fait que toutes deux soient considérées comme des enfants aux yeux de la CDE et biologiquement catégorisées comme des êtres humains de sexe féminin

justifie-t-il qu'on les pense comme parties d'un seul et même groupe ?

L'évolution de la pensée féministe indique à quel point le fait de conceptualiser les personnes de sexe féminin comme un groupe unique, doté d'attributs communs et d'une identité partagée, a été et reste encore problématique. En effet, le constat de la diversité des réalités féminines, mis en évidence à partir des années 1980 déjà dans les discours et écrits de certaines féministes, remet en cause une conception essentialiste et totalisante du genre et de l'oppression des femmes (voir notamment Spelman, 1988). Néanmoins, comme Young le relève dans son article publié en 2007, il n'est pas possible de comprendre l'oppression des femmes comme un processus systématique, structuré et institutionnalisé sans envisager celles-ci comme un groupe social à part entière. Elle mobilise donc l'idée sartrienne de *structure sérielle* pour penser les femmes comme un groupe social.

A la différence d'un groupe dont les membres se reconnaissent en tant que tels et poursuivent ensemble un projet commun, la série est une collectivité sociale dont les individus la composant sont unis, passivement, par les objets vers lesquels leurs actions sont orientées. Dans un ensemble sériel, les personnes vaquent individuellement à leurs propres occupations. Elles ne prennent conscience du contexte sériel et donc partagé que par les limites et les contraintes similaires posées par la structure à leur finalité propre (Young, 2007). En reprenant l'exemple développé par Young et par Sartre avant elle, des personnes attendant un autobus sont parties d'un ensemble sériel. En effet, conscientes ou non que leurs actions sont orientées envers un objet commun, à savoir prendre le bus, ces individus ne s'identifient cependant pas à cette unité sociale. D'ailleurs, leur identité ne peut pas non plus être définie par le fait d'attendre un autobus. De la même manière, les femmes, vivant toutes leurs réalités quotidiennes de façon indépendante, sont passivement unies par les résultantes biologiques, psychologiques et socio-culturelles liées à leur série : le genre<sup>2</sup>.

---

2 Nous comprendrons le « genre » au sens proposé dans la présentation du colloque du Réseau interdisciplinaire et interuniversitaire national sur le genre (2006) : « La notion de genre désigne la construction historique, culturelle, sociale du sexe, qui l'investit de sens dans un système à deux termes où l'un (le masculin) ne peut s'envisager sans l'autre (le féminin). ».

### *Le genre : structure sérielle*

Envisager le genre comme une série sociale autorise un dépassement des problématiques de l'identité et de l'auto-identification pour comprendre la production de groupes sociaux. En effet, être membre d'une série ne définit pas l'identité d'une personne et ne nécessite pas non plus une reconnaissance consciente et mutuelle des membres d'en faire partie. De plus, le genre conçu comme un ensemble sériel évite les problèmes résultant de la tentative de définition des femmes comme un groupe homogène. Il permet également d'outrepasser le risque de « dénaturer la vie de ces dernières pour qu'elles conviennent aux catégories » (Young, 2007, p. 26). Les femmes, en tant que collectivité sociale, sont donc unies par la façon dont elles poursuivent chacune « leur propre fin individuelle par rapport aux mêmes objets conditionnés par un environnement matériel constant, en réponse aux structures qui ont été créées par le résultat collectif involontaire des actions passées » (Young, p. 18).

Appréhender le genre en tant que structure sérielle nous offre une voie pour répondre à la première partie de notre question posée en préambule. Les filles peuvent être envisagées comme une collectivité sociale et cela malgré les fortes disparités liées à leurs vécus, identités et projets respectifs. Par ailleurs, penser le genre en tant qu'ensemble sériel, nous permet de saisir les différents niveaux de réalité le composant et d'éviter ainsi toute tentative de définition réductrice de la situation des filles. Toutefois, le sexe n'étant pas la seule caractéristique définissant les contours de ce groupe social et bien que, de prime abord, l'âge semble également pouvoir être envisagé en tant que série, il s'agit d'étudier cette possibilité avant de poursuivre notre réflexion.

### *Et l'âge ?*

Le mouvement des droits de l'enfant a rapidement été confronté à la discussion autour du critère de l'âge et de vigoureuses critiques en ont découlé. Les limites d'âge ont ainsi été blâmées en raison de leur caractère arbitraire, peu fiable et inconséquent. En effet, user de l'âge comme critère décisif est en quelque sorte une « loterie d'anniversaire » (Hanson, in press, p. 4) impliquant selon le calendrier une clémence particulière ou, au contraire, certaines responsabilités, offrant certains droits un jour et d'autres le suivant. De surcroît, les limites

d'âge ne peuvent pas non plus être considérées comme fiables puisque d'autres critères proposés pour établir le statut d'enfant ou d'adulte ne sont pas directement et exactement liés au nombre d'années de vie. Effectivement, la compétence et la maturité, marques décisives que l'on mobilise parfois, pourraient être plus pertinentes, mais elles restent toutefois très difficiles à évaluer. En outre, il faut admettre que les limites d'âge légales sont inconséquentes car les majorités civiles et pénales n'interviennent pas en même temps<sup>3</sup>.

Cependant, il s'agit de reconnaître que, sur un plan juridique, nonobstant le fait que le droit s'offre encore une marge de manœuvre en introduisant le subtil critère du discernement, l'âge reste le principal élément permettant de définir si un individu est mineur ou majeur et de fixer les droits et devoirs découlant de chacune de ces conditions. A noter que la CDE (1989, art. 1) s'est également basée sur cette donnée officielle afin d'établir quelle population elle recouvre.

Relevons toutefois que la Convention (1989) fait également appel à une mise en perspective de cette interprétation dans son article 5, notant que les responsables légaux d'un enfant doivent prendre en compte le développement des capacités<sup>4</sup> de ce dernier. De plus, elle précise l'importance de prendre en considération l'opinion de l'enfant pour toute décision le concernant « eu égard à son âge et son degré de maturité » (CDE, art. 12 al. 1). Les nuances portées par cet instrument de droit international soulignent donc le caractère controversé de l'âge comme seul critère de décision et laissent à penser que le juridique a dû prendre en compte une réalité complexe : celle de la maturation biologique et du développement psychologique de l'enfant.

En définitive, il semble que l'âge, bien que contesté comme indicateur permettant de distinguer le statut d'enfant de celui d'adulte, soit pourtant significatif pour exprimer une réalité conceptuelle, circonscrite par certaines limites et contraintes : celle des individus de moins de 18 ans. Ainsi, il paraît qu'envisager l'âge comme une structure sérielle soit pertinent puisqu'il traduit une conception juridique et sociale ainsi qu'un niveau de vécu.

---

3 En Suisse par exemple, la majorité civile, âge auquel un individu est considéré comme civilement responsable, est fixée à 18 ans. En revanche, la responsabilité pénale, impliquant pour une personne contrevenant à la loi de répondre de ses actes, est quant à elle arrêtée à 10 ans.

4 Le terme anglais *evolving capacities* est souvent préféré à la traduction française plus difficile à établir.

### *Les filles en tant que groupe social*

Revenons donc à notre question de départ, à savoir si la catégorie sociale « enfants de sexe féminin » peut être considérée en tant que telle, puis analysée, et si cette mise en évidence est pertinente. En adaptant le concept de structure sérielle au genre ainsi qu'à l'âge, je postule, en me basant sur les notions présentées ci-dessus, que la groupe social « fille » existe.

En effet, à un certain niveau et cela quel que soit le contexte spatio-temporel ou socio-économique, être une enfant de sexe féminin implique des frontières et astreintes identiques. De surcroît, le concept de structure sérielle autorise la prise en compte du fait que l'identité propre d'une fillette n'est jamais définie par son appartenance aux deux séries agençant sa réalité. En ce qui concerne l'adéquation de ce groupe social, le fait que la catégorie existe juridiquement et socialement devrait suffire à considérer que l'étude de cette dernière est pertinente. Cependant, la mise en exergue d'une minorité et de la discrimination qu'elle subit est parfois contestée.

En effet, certains affirment que pointer une différence n'est jamais un acte neutre et que « rechercher les causes de la persistance des formes de discriminations (...) même pour les dénoncer et les combattre, c'est les reconnaître implicitement » (Pretceille, 2002, p. 27) leur offrant ainsi une forme de légitimation par la reconnaissance des fondements des systèmes d'oppression<sup>5</sup>. On ajoute que la dérive catégorielle engendrée par cette mise en évidence des différences enferment les personnes dans des « identités-prison » (Pretceille, p. 32).

Assurément, trouver le juste équilibre entre la négation par indifférenciation et la discrimination par différenciation est une tâche délicate et ardue. Néanmoins, le concept de structure sérielle, présenté ci-dessus, est une façon de dépasser le piège identitaire découlant de la formation et de la reconnaissance des groupes sociaux. Il offre d'ailleurs une possibilité de sortir de la problématique liée à la pertinence de ceux-ci. De plus, traiter de l'égalité et de la non-discrimination doit passer par une identification et une mise en évidence des différences afin de pouvoir se questionner et se positionner face à la diversité.

---

<sup>5</sup> Les systèmes d'oppression sont à comprendre comme des rapports sociaux subordonnant certaines minorités sur la base de la race, de la classe, du sexe ou encore de l'âge.

## 2.2. *Principe de non-discrimination et dilemme de la différence*

### *Le principe de non-discrimination*

Comme l'indique Besson (2005), la notion de non-discrimination est intimement liée à celle d'égalité, le respect de l'une impliquant l'application de l'autre et *vice et versa*. Ces deux faces d'un même principe sont l'essence même des droits humains et un des fondements de toute société démocratique. Conséquemment, on trouve ce concept dans de nombreuses Constitutions et législations étatiques ainsi que dans la majorité des instruments de droit humain international. Pourtant, ce principe si profondément ancré dans la morale démocratique reste extrêmement difficile à définir et son contenu paraît parfois sibyllin.

La discrimination paraît de prime abord plus aisée à préciser et circonscrire. La définition la plus fréquemment utilisée est celle proposée par la Convention des Nations Unies sur les droits civils et politiques et reprise par le Comité des Droits de l'Homme (1989), dans son Observation Générale n° 18, consacrée au principe d'égalité.

Le terme discrimination (...) doit être compris comme s'entendant de toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, et ayant pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par tous, dans des conditions d'égalité, de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. (para. 7)

Nous comprenons ainsi que la non-discrimination implique l'abolition de ce type de distinctions, exclusions, restrictions ou préférences dont les motifs et mobiles, que l'on qualifie de classifications suspectes, sont exposés dans la définition ci-dessus. Toutefois, nous saisissons également qu'éradiquer ce type de comportements ne nous assure pas l'obtention d'une situation égalitaire. Effectivement, une « égalité symétrique » (Besson, 2005, p. 439) en toutes circonstances, signifiant un traitement identique dans des situations similaires et des mesures différentes pour des situations dissemblables, peut dans les faits en discriminer certains : ceux qui en raison d'une particularité propre ont des besoins spéciaux.



### *Le dilemme de la différence*

Les acteurs du champ des droits de l'enfant sont systématiquement confrontés au dilemme posé par la différence. Effectivement, en ce qui concerne les enfants, la discrimination peut prendre deux formes principales. D'une part, les enfants peuvent être ségrégés en tant qu'enfants, par rapport aux adultes, et d'autre part, il se peut que la discrimination ait lieu entre les enfants eux-mêmes, en raison de l'existence de groupes minoritaires. Néanmoins, quelle que soit la forme que prend la différenciation, la question de fond reste la même : comment articuler de façon adéquate la volonté et la nécessité de traiter les victimes de discriminations de manière égalitaire avec l'indispensable prise en compte de leurs besoins spéciaux liés à leur différence ? Il est évident que la marge de manœuvre est infiniment subtile.

En effet, privilégier un traitement basé sur une égalité symétrique peut induire des situations discriminatoires provenant d'une considération approximative ou nulle des particularités du groupe minoritaire. A l'inverse, un protectionnisme à outrance, plaçant l'accent sur un traitement spécial, peut également engendrer une différenciation néfaste, voire une forme de stigmatisation. Par conséquent, il s'agit parfois de batailler pour que des droits égaux soient reconnus et dans d'autres situations de défendre les droits spéciaux. En d'autres termes, l'activité de protection et de promotion des droits d'une population minoritaire est axée sur le fait de trouver un juste équilibre entre une égalité symétrique et une égalité asymétrique, de laquelle découlent la reconnaissance de droits spéciaux ainsi que la mise en place de mesures ponctuelles et avantageuses. Cet équilibre trouvé, une réelle égalité de traitement peut prendre forme.

A ce propos, notons que l'article 2 de la CDE (1989), consacré au principe de non-discrimination, ne s'oppose en aucun cas à des dispositions positives comprenant une différenciation légitime dans le traitement de chaque enfant (Hodgkin & Newell, 2002). D'ailleurs, il est même attendu des Etats qu'ils prennent « des mesures palliatives pour réduire ou supprimer des situations qui entraînent une discrimination ou en favorisent le maintien » (Hodgkin & Newell, p. 19).

Toutefois, Hanson (in press) relève que, comme bien souvent lorsque l'on s'intéresse à un

dilemme, on constate qu'aucune solution définitive ne peut véritablement lui être apportée. Il suggère donc qu'une évaluation du contexte concret est essentielle pour pouvoir se déterminer quant à l'attitude adéquate à adopter face à la différence. Cette recommandation est non seulement à prendre en considération lorsque l'on travaille au cas par cas, mais également lorsque l'on s'attaque à une problématique générale.

Les spécificités des deux séries dans lesquelles se situent simultanément les filles conditionnent pareillement, quoique de manière très hétérogène et inégale, les vécus de ces dernières de par le monde. L'évaluation du contexte général structurant et modelant la situation des fillettes et des adolescentes sur un plan international doit donc nous permettre de définir à quel degré l'accent sur les spécificités doit être placé et dans quelle mesure un traitement basé sur une égalité de type symétrique est à lui préférer. Un outil issu du champ des études genre, la théorie intersectionnelle, a été créé pour l'évaluation du contexte général agençant la réalité des minorités. Ce dernier nous permet de penser le divers dans l'altérité, nous offrant ainsi l'occasion de sortir des dichotomies et de comprendre l'autre dans sa complexité.

### ***2.3. Processus de marginalisation et approche intersectionnelle***

Le groupe social « fille » à présent conceptualisé, au croisement du genre et de l'âge, nous pouvons donc nous intéresser aux origines de sa marginalisation intersectionnelle. En effet, les filles, discriminées parmi les enfants en tant qu'êtres de sexe féminin et exclues des femmes parce qu'enfants, trouvent ainsi leur groupe fragmenté entre ces deux catégories. De la sorte, leur réalité devient très difficile à percevoir. Aux intersections, les systèmes d'oppression se renforcent, occultant ainsi les besoins spécifiques des filles.

Cette difficulté à saisir les particularités des vécus de minorités comprises dans de plus vastes sous-groupes sociaux luttant déjà pour leur propre reconnaissance a été problématisée par les féministes et les chercheurs en études genre. Le fruit de ces réflexions, la théorie intersectionnelle, doit nous permettre de maximiser notre compréhension de la réalité des filles en conceptualisant les structures agençant leur existence ainsi que leur condition.

### *La théorie intersectionnelle*

A la fin du siècle dernier, la diversité des réalités vécues par les femmes est portée sur le devant de la scène féministe. Les milieux académiques et militants se positionnent simultanément et fermement face aux théories et conceptions de la femme existantes, basées sur la réalité de la femme blanche de classe moyenne. Les *Black Feminists* font valoir l'unicité de l'expérience sociale des afro-américaines. Celle-ci étant d'une part très différente de celle des autres femmes états-uniennes et, d'autre part, en discordance avec celle de leurs homologues masculins. De surcroît, les intérêts particuliers des afro-américaines, en tant que minorité à la jonction de deux autres, se trouvent être écartés des agendas politiques des activistes féministes d'un côté, mais également de ceux des militants anti-ségrégationnistes, de l'autre. (Poiret, 2005).

Dans son texte fondateur de la théorie intersectionnelle, Crenshaw (1994), juriste de couleur, explicite à quel point les retombées de la marginalisation des afro-américaines sont conséquentes pour la vie de ces dernières. Son étude, portant sur les femmes racisées et victimes de violences conjugales, conclut premièrement que les lois américaines qui devraient idéalement les protéger sont inefficaces pour ces dernières et qu'en sus les programmes d'intervention ne tiennent pas compte des facteurs multidimensionnels à l'origine du *disempowerment*<sup>6</sup> des femmes de couleur. Par la théorie de l'intersectionnalité, Crenshaw propose un cadre de réflexion et de travail permettant de comprendre les interactions se jouant entre plusieurs systèmes d'oppression. Cette théorie a dès lors joué un rôle crucial dans la mise en exergue des limites des théories existantes pour l'analyse du genre ainsi que pour l'organisation politique des groupes intersectionnellement subordonnés (Weldon, 2005). Par ailleurs, Collins (1990) signale également son importance pour la mise en place de politiques sociales d'*empowerment*.

La théorie intersectionnelle a pour objectif de mettre en évidence les nombreuses interrelations qu'entretiennent les rapports de sexe avec d'autres aspects de l'identité sociale

---

6 Le *disempowerment* vient du terme anglophone *empowerment*, que l'on peut traduire par les néologismes français *capacitation* ou *automisation* et qui est relatif au processus d'acquisition d'un pouvoir, celui de gérer sa vie familiale, professionnelle, sociale, économique. On comprend donc le *disempowerment* comme le fait de ne pas posséder ce pouvoir.

tels que la race, la classe, l'âge et d'autres encore. Ainsi, elle permet la compréhension des expériences de vie diverses et singulières des femmes puisque la simultanéité des rapports de domination et leurs renforcements réciproques peuvent être conceptualisés. L'intersectionnalité dépasse les modèles de compréhension des rapports de domination dits « additifs », basés sur une pensée dichotomique qui catégorise les personnes comme soit blanches soit noires ou encore soit femmes soit hommes. De la sorte, celle-ci permet d'identifier les contraintes, limites et situations discriminatoires dessinées par l'effet d'emboîtement des systèmes d'oppression agissant conjointement. Le discernement des composantes de l'identité sociale devient également possible par la mise à jour, sous forme d'une « matrice des oppressions »<sup>7</sup>, des interactions se jouant entre les différents rapports de subordination.

### *Les filles et l'intersectionnalité*

**Tableau 1:** matrice des oppressions de la fille

	De sexe	
	Masculin	Féminin
Adulte		
Enfant		

En ce qui concerne les filles, leur matrice des oppressions peut être schématisée comme ci-dessus. Il convient de noter que la case noircie ne représente pas une addition des systèmes de domination (ici, sexisme et âgisme), mais une boîte noire dans laquelle les interrelations et les dynamiques subtiles restent difficiles à percevoir. A cette difficulté s'ajoute le fait que les rapports de subordination peuvent affecter la vie d'un individu sur un ou plusieurs niveaux (Collins, 1990). Par conséquent, les filles font l'expérience de l'oppression sur un plan *personnel*, dans leur histoire de vie propre, sur un plan *culturel*, par l'action du groupe ou de la communauté ainsi que sur un plan *institutionnel*.

Les avantages découlant du choix de la perspective intersectionnelle lorsqu'on s'attaque à une réflexion au sujet de la condition des filles sont nombreux. En effet, cette théorie offre la possibilité de penser la diversité des situations, des vécus et des expériences et propose

---

<sup>7</sup> Cette expression est la traduction la plus fréquemment utilisée pour parler du concept de « *matrix of domination* » présenté par Collins (1990).

également une conception des différentes composantes de la discrimination basée sur le sexe comme interreliées et interdépendantes. Toutefois, il est à noter que l'application de la théorie intersectionnelle pour l'analyse de la condition des filles est une tendance très récente et relativement peu répandue. En fait, l'âge semble être la variable oubliée des recherches axées sur l'intersectionnalité (Achin, Ouadi & Rennes, 2009). Ceci peut s'expliquer par le fait que l'on considère fréquemment que l'âge se différencie des autres rapports sociaux par sa mobilité ; chacun d'entre nous passant inéluctablement par tous les âges de la vie. Par conséquent, les répercussions des interactions entre le genre et l'âge sont encore relativement méconnues. Toutefois, une approche intersectionnelle de la position des filles permet aisément de mettre en évidence des rapports de domination les subordonnant sur un plan théorique. De plus, en appliquant celle-ci de manière plus large, on découvre une marginalisation juridique et factuelle des filles.

### *La marginalisation des filles de jure*

En 2009, Taefi fait figure de pionnière en réalisant une analyse intersectionnelle de la situation juridique des filles dans le cadre du droit humain international. Elle met ainsi en évidence un nombre important de traités et de conventions garantissant les droits des filles, ainsi que la théorique « double protection » dont celles-ci devraient bénéficier.

Effectivement, la CDE (1989) et la Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes (1979, ci-après selon l'abréviation anglaise : CEDAW) protégeant les droits socio-économiques, civiques et politiques des enfants et des femmes respectivement, ces deux traités sont donc universellement applicables aux filles. Bien que leurs approches soient différentes, la CDE cherchant à articuler l'intérêt supérieur de l'enfant et son droit à la participation dans les décisions le concernant et la CEDAW visant, quant à elle, spécifiquement l'élimination des discriminations et l'égalité des sexes, leur pertinence pour la situation des filles est identique (Taefi, 2009). Michielli (2003), dans son analyse de ces deux instruments de droit international soulève leur complémentarité ainsi que les progrès perceptibles depuis leurs entrées en vigueur respectives. Dans la même veine, Khattab (2006) ajoute que ces Conventions forment à elles deux un cadre légal essentiel pour le

développement de stratégies de promotion et de protection des droits des filles ainsi que pour l'éradication des situations discriminatoires et inégalitaires. Néanmoins, elle relève que la coordination entre les Comités relatifs à ces deux traités pourrait être grandement améliorée et qu'un partenariat véritable devrait être instauré afin d'entrer dans un renforcement mutuel et une approche adéquate de la situation des filles.

On saisit donc par ce dernier commentaire que, malgré leur compatibilité et leur complémentarité juridiques, ces deux instruments sont vraisemblablement peu interreliés dans les faits. Les avantages d'un travail réalisé en collaboration, dont pourraient bénéficier les filles en tant que minorité commune aux deux groupes dont les droits sont protégés par ces Conventions, sont conscientisés mais peu traduits dans les faits. En outre, une analyse intersectionnelle de la mise en pratique de ces deux traités révèle que leurs approches divergentes compromettent sérieusement leur application pour les filles ; les tensions entre les intérêts des enfants et ceux des femmes rendant les besoins des filles peu visibles, ou les occultant purement et simplement (Taefi, 2009 ; voir aussi Besson, 2005). Par ailleurs, ceux-ci semblent être écartelés entre les deux Conventions rendant les solutions proposées aux problématiques particulières de ces dernières partielles. En effet, la CDE (1989) privilégie une approche neutre d'un point de vue du genre et la CEDAW (1979) semble peiner à prendre en considération les implications découlant du statut d'enfant. Il nous faut donc constater que la conjugaison des biais liés au genre et des attitudes paternalistes des adultes, même dans le cadre de l'implémentation et de la mise en œuvre d'instruments de droit humain international, instaure une inégalité en occultant les besoins des filles et les empêche de jouir pleinement de leurs droits.

### *La marginalisation des filles de facto*

En ce qui concerne la situation des filles « sur le terrain », le constat établi plus haut peut être confirmé par les chiffres alarmants avancés par les organisations internationales et non-gouvernementales. En effet, presque 60% des 130 millions d'enfants en âge de fréquenter une école primaire qui ne le font pas sont des filles (Kanyoro, 2007). De surcroît, cet écart augmente pour la deuxième partie de la scolarité obligatoire alors même que la scolarisation

## Les droits de l'enfant sont-ils sexistes ?

des filles au niveau secondaire est un facteur contribuant fortement à la diminution de la pauvreté (Fonds des Nations Unies pour la population, 2005, ci-après selon l'abréviation anglaise : UNFPA). S'ajoute à cela le fait que les recherches indiquent qu'une fille non-scolarisée a 90% de risques de vivre en dessous du seuil de pauvreté à l'âge adulte (Kanyoro, 2007). Ces faits paraissent autrement dramatiques lorsque l'on lit dans le rapport mondial sur la population (UNFPA, 2005) que :

Plus le niveau d'éducation féminine est élevé, plus les gains potentiels des femmes augmentent, plus la mortalité maternelle et infantile diminue et meilleure est la santé en matière de procréation. Parallèlement, les taux de VIH baissent. Les filles instruites ont une meilleure chance de retarder l'âge du mariage et de la procréation et acquièrent des savoir-faire de nature à améliorer leurs perspectives économiques propres et celles de leurs familles. Les avantages multiples de l'éducation des filles débouchent aussi sur une amélioration de la santé et de l'éducation de la génération future. (p. 2)

Outre ces données extrêmement inquiétantes concernant la scolarisation des filles, les informations en rapport avec les violences subies par celles-ci de par le monde sont également affligeantes. En effet, 36% de l'ensemble des mariages conclus au travers de la planète le sont avec des filles de moins de 18 ans. On compte 70'000 adolescentes mortes en couches par année (Kanyoro, 2007) et pour celles qui mènent leur grossesse à terme, le bébé a une espérance de vie réduite (UNFPA, 2005). Notons aussi qu'une femme sur trois est physiquement ou sexuellement violentée au moins une fois dans sa vie et qu'en ce début de siècle, la violence tue ou blesse autant de femmes et de filles âgées de 15 à 44 ans que le cancer (UNFPA). S'ajoutent à cette liste morbide les 6'000 enfants par jour (2 millions par année) qui subissent des mutilations génitales féminines (Kanyoro), les conséquences de la sélection des sexes, le nombre affolant de fillettes et d'adolescentes soumises aux pires formes de travail ou trafiquées ainsi que celles victimes (enrôlées ou non) des conflits armés. En sus, les chiffres concernant l'atteinte sexospécifique du VIH/SIDA atteignent des sommets vertigineux, en raison de la vulnérabilité particulière des filles (Expert Group Meeting on the Elimination of all forms of Discrimination and Violence against the Girl Child [EGM], 2006). Et, la Suisse n'est pas en reste.

En effet, on apprend qu'une suisse, allaite en général plus longtemps son fils que sa fille.

De plus, elle consulte plus rapidement un pédiatre si son fils pleure de façon soutenue que si sa fille adopte le même comportement (Gapany, 2003, citant des études de l'UNICEF-Suisse). Les fillettes ne sont donc pas toujours traitées de la même façon que les garçons en Suisse et cela même jusque dans la sphère familiale. En se référant à Collins (1990), selon laquelle les rapports de domination se jouent sur plusieurs niveaux, on peut imaginer que les inégalités de traitement basés sur le sexe et l'âge ne sont pas uniquement présentes dans la sphère privée. Les contextes macro- et mésosociaux pouvant ainsi également être le théâtre de discrimination à l'encontre des filles en Suisse.

### *Synthèse*

Il convient de relever le fait que sur les plans pratiques comme théoriques les filles en tant que groupe social sont intersectionnellement marginalisées en raison de leur âge et de leur sexe. Leur condition est problématique dans la mesure où elles se trouvent être minoritaires dans des catégories luttant déjà pour leur propre reconnaissance et peinent de la sorte à faire valoir leurs droits et leurs intérêts. D'ailleurs, le Comité des Droits de l'Enfant (2006), dans son neuvième Commentaire Général, relève que certains groupes d'enfants dont les particularités impliquent des formes multiples et conjuguées de ségrégation sont encore plus à risque de subir une discrimination liée au genre. Cette observation a de quoi inquiéter puisqu'elle implique une nouvelle fragmentation. Le groupe « fille » contient donc des sous-groupes et ces minorités subissent une marginalisation multiple exacerbant ainsi leur vulnérabilité à une inégalité de traitement basée sur le critère du genre.

Une perspective intersectionnelle valide cet état de fait étant donné que chaque minorité perçoit la conjugaison des systèmes d'oppression la subordonnant de façon unique, relativement à sa situation propre. Qu'il s'agisse d'enfants en situation de rue, de ceux appartenant à une minorité ethnique, de ceux en situation de handicap, ou encore de mineurs en conflit avec la loi, ces groupes d'enfants particulièrement vulnérables aux traitements discriminatoires comportent tous des filles en leur sein et ces dernières sont davantage exposées à un risque de marginalisation. Assurément, les emboîtements des rapports sociaux oppressant des minorités sont éminemment problématiques dans la lutte contre les traitements



Les droits de l'enfant sont-ils sexistes ?

inégalitaires.

Dans le but d'étudier et d'illustrer de façon factuelle ces conclusions suit une analyse intersectionnelle d'une catégorie particulière de filles : les mineures en conflit avec la loi. Ces dernières, ne se conformant pas à la « norme féminine », se placent dans un nouveau rapport de subordination qui renforce leur marginalisation. Alors, pour quelle(s) raison(s) des adolescentes entrent-elles en rupture avec la norme sociale et juridique ? Et quelles sont, pour elles, les conséquences juridiques, personnelles et sociales de cette rupture, en Suisse notamment ?

A noter qu'au fil des éléments de réponse à ces interrogations, quelques exemples sont proposés en guise d'illustration. Ceux-ci sont issus d'une part des études de cas réalisées par Couchepin (2002) auprès de six jeunes suisses ayant été ou étant encore en conflit avéré avec la loi et d'autre part des observations participantes que j'ai pu mener dans le cadre de mon stage pratique aux Tribunal des mineurs du Valais (2009).

### 3. Age, sexe et déviance

L'Amérique du Nord a vu depuis le début des années 90 une augmentation considérable du nombre d'arrestations d'adolescentes pour certains délits. Cette situation était pour le moins interpellante, d'une part car cette progression était plus rapide chez les filles que chez les garçons et d'autre part parce qu'en général les statistiques avançaient un 15 à 20% d'actes criminels perpétrés par des femmes et qu'en l'occurrence le Bureau Fédéral d'investigation américain annonçait, pour 2004, 30% de filles parmi les mineurs en conflit avéré avec la loi (Zahn, Hawkins, Chiancone & Whitworth, 2008). Par ailleurs, il indiquait, en 2006, qu'alors que le nombre d'arrestations d'adolescents avaient diminué depuis 1980, celui concernant les filles était en progression et cela partout dans le pays (Zahn, Brumbaugh et al., 2008). Les interprétations de ce phénomène étant diverses et divergentes, un groupe de travail interdisciplinaire *The Girls Study Group*, composé d'éminents chercheurs, a été créé par l'Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention<sup>8</sup> dans le but d'en éclaircir les causes.

En ce qui concerne l'Europe, les systèmes n'étant pas encore harmonisés, les chiffres sont peu visibles. Il s'agit donc d'aller visiter les statistiques nationales pour tenter d'appréhender la tendance. Et là encore, peu de données intégrant la variable « sexe » sont réellement exploitables. De surcroît, il convient de relever que relativement peu de recherches sont consacrées à la délinquance des filles. Rubi (2002), s'exprimant au sujet de l'étude sociologique de la criminalité féminine en France et dans les pays francophones, la caractérise de « marginale, exceptionnelle pour ne pas dire inexistante » (p. 116). Toutefois, il semble qu'en ouvrant quelque peu nos horizons disciplinaires, on découvre d'excellents ouvrages et des études extrêmement pertinentes, même si elles restent encore malheureusement dénuées de rareté.

---

8 L'Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention est un organe du département de justice des Etats-Unis. Il s'occupe du financement et de la coordination de programmes nationaux et locaux pour la prévention et le traitement de la délinquance juvénile.

### ***3.1. Etude de la délinquance et perspective genre***

Bertrand (1979), dans son ouvrage *La femme et le crime*, parcourt l'histoire de la criminologie en analysant les écrits des auteurs significatifs et la place accordée à la criminalité des femmes. Elle constate que 90% du travail de ces chercheurs est consacré à la délinquance qualifiée de « normale », celle des hommes, et que lorsque ceux-ci s'intéressent au pendant féminin « c'est tangentiellement, sous forme de parenthèse, de notes en bas de page et par comparaison avec les modèles masculins » (p. 25). Bertrand poursuit sa critique en ajoutant qu'en dehors du caractère laconique de ces apports à la compréhension du phénomène de la criminalité des femmes et des jeunes filles, c'est le constat d'insignifiance teinté d'un esprit protectionniste et paternaliste que précède chacun d'entre eux qui est encore plus alarmant.

Le constat que fait Bertrand (1979) reprend parfaitement les accusations, formulées par les féministes, qui ont afflué durant les années 60 et 70 dans le champ de la criminologie. Aujourd'hui, lorsque l'on traite du genre et de la criminalité, le ton est plus nuancé. Ainsi, Heidensohn et Gelsthorpe (2007) précisent que les écrits des féministes en criminologie ne sont plus nécessairement à percevoir comme étant à l'opposé de ceux des criminologues. La perspective genre tendant parfois à voiler d'autres facteurs explicatifs, une compréhension sophistiquée de la délinquance des femmes tenant compte de la complexité de la problématique est à préférer à une dissociation simpliste qui bascule parfois dans une forme de réductionnisme et de déterminisme fort dommageables.

Ce retour aux études des pionniers de la criminologie et à celles des féministes illustre à merveille comment une minorité intersectionnellement marginalisée, les femmes criminelles, peut être totalement évincée d'un champ de recherche. Il révèle également quelles peuvent être les difficultés pour cette minorité à parvenir à se définir par la suite et à se faire une place dans le domaine d'étude la concernant. Sortir de l'insignifiance afin d'acquérir une forme de reconnaissance est une activité coûteuse mais essentielle si l'on veut pouvoir agir sur le système. On constate également, par cette succincte analyse, qu'une fois encore les filles, ici en conflit avec la loi, demeurent vraisemblablement les plus ostracisées dans ce processus.

Il a donc fallu attendre 1992 avant qu'un ouvrage entièrement dédié à la délinquance<sup>9</sup> des filles ne paraisse. Plaçant l'accent sur les histoires de vie de celles-ci, Chesney-Lind et Shelden, auteurs de cette publication innovante, ont su dépasser le constat d'insignifiance précédent l'analyse des comportements délictueux des femmes et des filles. Ils sont également parvenus à sortir du systématique examen de ces comportements selon les termes et catégories relatifs à la délinquance masculine. Leur ouvrage constitue ainsi une contribution importante à la criminologie et leur étude un cadre de référence pour une approche genre de la délinquance.

Notons cependant que la criminalité, les attitudes agressives et les comportements antisociaux concernent différemment les filles et les garçons non seulement sur un plan quantitatif mais également sur un plan qualitatif. Ainsi, quand bien même l'analyse du pendant féminin selon un modèle conçu pour les mâles délinquants nous met au risque d'occulter des informations essentielles pour la compréhension du phénomène, la comparaison des conduites hors-normes des deux sexes peut nous permettre non pas d'expliquer la sous-représentation des filles mais de la clarifier. Dans cette optique, les quelques chiffres présentés ci-dessous permettent de saisir les différences sexospécifiques révélées par une approche genre de la délinquance.

### *La délinquance des filles en chiffres*

Quinsey, Skilling, Lalumière et Craig (2004) indiquent, en ce qui concerne la délinquance des jeunes, que la prévalence ainsi que l'incidence, c'est-à-dire le nombre de personnes commettant des actes délictueux et le nombre d'actes délictueux par auteur, sont invariablement toutes deux plus élevées chez les garçons que chez les filles et cela indépendamment de l'âge et de la race. Ils précisent que le sex-ratio<sup>10</sup> varie de 1.5 à 7 selon les études mais que celui-ci semble être en diminution depuis quelques années. Cependant, ce sex-ratio n'est, semble-t-il, pas stable durant l'adolescence puisque Smith et McAra (2004) arrivent à la conclusion qu'il diminue fortement entre l'âge de 12 et de 15 ans. Selon ces

---

9 Nous comprenons ici le terme « délinquance » au sens proposé par Quinsey, Skilling, Lalumière et Craig (2004), c'est-à-dire un comportement illégal, donc en infraction à la norme juridique pénale. La rupture de la norme sociale, parfois incluse dans le terme de délinquance, sera donc dans ce texte indiquée par le terme de « comportement antisocial ».

10 Le sex-ratio représente ici le rapport entre le nombre d'individus de sexe masculin et ceux de sexe féminin auteurs d'actes délictueux.

auteurs, cela est dû au fait que le nombre d'actes délictueux croît plus rapidement chez les filles que chez les garçons jusqu'à 14 ans. Dans la même lignée, Moffitt, Caspi, Rutter et Silva (2001) affirment que c'est à l'adolescence que le sex-ratio est le plus faible. Ces chercheurs spécifient en outre que les études révèlent que les filles qui adoptent un comportement antisocial et/ou délictueux le font en général durant leur adolescence et seulement pendant ce temps. Les trajectoires de vie caractérisées par la rupture des normes sont donc extrêmement rares chez les filles, en opposition à une proportion de garçons qui poursuivent leurs comportements antisociaux leur vie durant. Le sex-ratio passe dans ce cas à une femme pour dix hommes (Quinsey et al., 2004).

Deux théories permettent d'expliquer cette différence notoire, la première se réfère à des vulnérabilités neuro-développementales liées à un environnement criminogène. Ces vulnérabilités se caractérisent par des déficits neuro-cognitifs, des troubles du comportement ou de l'attention avec ou sans hyperactivité dont la prévalence est bien plus importante chez les garçons. Ces conditions seraient donc fortement corrélées à une trajectoire de vie antisociale (Moffitt et al., 2001 ; Quinsey et al. 2004). La seconde théorie met en cause l'influence de pairs antisociaux, qui serait accentuée à l'adolescence et qui concernerait ainsi des individus non pas neuro-biologiquement vulnérables mais socio-psychologiquement fragilisés.

Bien que ces théories soient fondamentales pour permettre de saisir ces différences liées au genre, il est intéressant que les enquêtes de délinquance auto-révélée indiquent que la majorité des actes délictueux commis durant l'adolescence sont de l'ordre d'infractions « peu sérieuses » et que dans ce type d'infractions, les différences entre les filles et les garçons ne sont pas significatives (Quinsey et al., 2004). La surreprésentation des garçons concerne donc principalement les infractions qualifiées de « sérieuses » (Smith & McAra, 2004) ou de « violentes » et il semblerait par ailleurs que cette disproportion soit stable dans le temps (Zahn, Brumbaugh et al., 2008).

L'agressivité, qui bien souvent, lorsqu'elle constitue une facette de la personnalité, peut être liée à une attitude déviante, a longtemps été considérée comme une caractéristique

typiquement masculine. De surcroît, le fait que les hommes sont plus agressifs que les femmes est l'un des plus largement documentés dans l'étude des comportements antisociaux.

Pourtant, Björkqvist (1994), dans une méta-analyse des recherches consacrées à l'étude de l'agressivité selon les genres, déclare que cette affirmation est erronée. En effet, en définissant précisément les concepts d'agressivité physique, verbale et indirecte, l'auteur souligne que les femmes ne sont pas moins hostiles que les hommes, mais qu'elles usent d'autres stratégies pour se défendre. Il soutient sa thèse en signifiant que les précédentes études consacrées aux différences liées aux sexes dans les comportements agressifs se concentraient uniquement sur leurs formes physiques, domaine dans lequel les hommes sont bien plus actifs. Sur la base de son analyse, Björkqvist postule que les filles se spécialisent rapidement dans l'utilisation des formes d'agressivité verbale et indirecte, qui sont plus efficaces dans leur cas. Ces stratégies d'évitement devenant ainsi des habitudes également renforcées par des normes sociales.

**Edith ou le besoin d'habitude**

Elevée par sa grand-mère, Edith tape, cogne, menace: « C'est logique quand on a peur, les habitudes permettent de continuer toute seule. »

Parfois, elle voit sa mère.

Edith aime les chevaux. Dans la campagne genevoise, une famille possédant des chevaux l'accueille et lui permet de travailler.

Peu à peu, Edith prend de nouvelles habitudes.

*Couchepin (2002, chap. 3)*

Cette importante nuance dans l'usage de l'agressivité selon le sexe est souvent considérée comme un facteur explicatif de la surreprésentation des garçons dans la population des mineurs délinquants ; la loi sanctionnant principalement les conséquences de l'agressivité physique. Il est toutefois intéressant de noter que les recherches indiquent que les filles aux comportements indirectement agressifs sont plus fragiles psychologiquement, socialement et émotionnellement que les filles non-agressives (Pahlavan, 2006). Le paradoxe étant qu'une adaptation psychosociale problématique est un facteur de risque important pour qu'une adolescente commette un acte délictueux.

Suite à ces quelques données de comparaison permettant de saisir les différences significatives entre les attitudes déviantes des filles et des garçons, il s'agit à présent d'explorer l'émergence et le changement dans les formes et les fréquences de ces dernières durant le développement des jeunes.

### ***3.2. Mineures en rupture : facteurs de risque, facteurs protecteurs et besoins particuliers***

Les théories explicatives de la délinquance s'accordent pour déclarer qu'à un moment donné dans le développement de l'enfant, celui-ci est plus à risque d'emprunter un chemin hors-normes ou carrément de perpétrer un acte délictueux s'il est exposé à plusieurs facteurs de risques que s'il ne fait l'expérience que d'un seul ou au mieux d'aucun. Les facteurs menant un jeune à adopter un comportement délinquant sont multiples, différents selon les histoires de vie et la liste de ceux-ci nécessairement incomplète. Toutefois, bien que ce faisceau de facteurs varie selon les conclusions des recherches, un point semble progressivement rassembler les chercheurs : à quelques nuances près, ce faisceau semble être le même pour les garçons que pour les filles.

#### ***Facteurs de risque et facteurs protecteurs***

Pour les filles comme pour les garçons, la dynamique familiale est une variable influente dans l'explication de la délinquance, selon que les parents supervisent activement leur enfant, le guident adéquatement, ou au contraire lui laissent une (trop) grande liberté ou encore entrent systématiquement en conflit avec lui. Une criminalité existante dans l'histoire familiale ou des expériences de mauvais traitements agissent également comme facteurs de risque de façon similaire pour les jeunes des deux sexes. Le milieu socio-économique joue lui aussi un rôle déterminant dans le passage à l'acte. En effet, la structure familiale (monoparentale, dysfonctionnante) et le voisinage (pauvreté, taux de criminalité élevé, fort taux de chômage) sont fortement reliés à la délinquance des jeunes. On comptera encore, parmi les facteurs de risque influençant identiquement les garçons et les filles, le fait d'être victime de violences physiques, psychologiques ou d'abus sexuels. Cependant, les filles étant plus fréquemment que les garçons exposées à ces situations traumatisantes, notamment en ce qui concerne les abus sexuels, ce facteur a par conséquent plus d'incidence sur la délinquance de ces dernières.

L'affiliation à des pairs délinquants est, quant lui, un facteur à nuancer selon le genre. Pour un garçon, cette variable peut être explicative de ses comportements délictueux lorsqu'il s'agit

d'un groupe de pairs du même sexe avec lequel il passe du temps dehors à « zoner ». Par contre, en ce qui concerne les filles, c'est entretenir des relations amicales avec des pairs de sexe opposé et bien souvent de nature plus antisociale qui est à plus forte raison lié à la délinquance (Smith & McAra, 2004 ; voir aussi Moffitt et al., 2001). Une subtilité existe toutefois en ce qui concerne les relations amoureuses. Il semblerait que les filles soient davantage entraînées par leur petit-ami à commettre des actes illégaux de l'ordre de « petite » délinquance que les garçons par leur copine. Cependant, lorsque l'on compare ces comportements et qu'on les met en relation avec la criminalité « sérieuse », les jeunes des deux sexes sont identiquement influencés par leurs partenaires amoureux (Zahn, Hawkins et al., 2008).

**Florence ou la sérénité**

Mal dans sa vie, mal dans sa famille, Florence rit pour ne pas pleurer.

Puis, elle rencontre un garçon pour qui elle est quelqu'un.

Un jour, ils braquent une station service. Florence commence alors une longue descente dans les bas-fonds de la justice pour mineurs.

La sérénité, elle ne l'atteint qu'après son séjour à la Fontanelle (VS) et son voyage organisé par l'institution en Amérique du Sud.

Là bas, elle trouve son identité.

*Couchepin (2002, chap. 4)*

D'autres facteurs de risque concernent les adolescentes *a fortiori*, notamment si le lien qu'une jeune fille entretient avec l'école (implication des parents, réussite ou échec scolaire) est faible, elle peut être plus à risque de commettre des actes délictueux (Smith & McAra, 2004). Les filles sont de surcroît plus vulnérables si elles vivent une puberté précoce, en particulier lorsqu'elles sont exposées à un voisinage désavantagé et qu'elles vivent dans une famille dysfonctionnante (Zahn, Hawkins et al., 2008). Par ailleurs, une forme de détresse personnelle révélée par une basse estime de soi et des signes d'anxiété ou de dépression atteignent également plus facilement les filles que les garçons.

Après avoir brièvement et de façon non-exhaustive parcouru ces analogies et dissemblances entre filles et garçons face à ce qui peut les mener à embrasser une carrière délinquante, découvrons à présent ceux qui peuvent aider certains jeunes à surpasser, malgré un contexte plutôt défavorable, les difficultés de la vie. Cette aptitude qu'ont certains à se servir d'expériences positives pour contrer les conditions négatives est nommée *capacité de résilience*. Il est intéressant de noter que malgré le fait que les facteurs de risque semblent être les mêmes en ce qui concerne les filles et les garçons, les recherches indiquent que les facteurs



de résilience paraissent être, quant à eux, bien spécifiques au genre (Smith & McAra, 2004 ; Zahn, Hawkins et al., 2008 ; Quinsey et al., 2004).

Hawkins, Graham, Williams et Zahn (2009), dans le cadre du *Girls Study Group* et de son étude longitudinale aux U.S.A, ont testé quatre facteurs qui devaient permettre à des adolescentes exposées à des facteurs de risque de devenir résilientes. Leurs résultats indiquent que la présence significative d'un adulte attentionné, la réussite scolaire et la religiosité<sup>11</sup> (dans une moindre mesure) semblent être des agents de résilience puisque ces facteurs ont pu être liés de façon significative à une moins forte propension à s'engager dans des activités illégales durant l'adolescence et cela même jusqu'à 25 ans. Une forte connexion à l'école, contrairement aux conclusions d'autres études (voir notamment Smith & McAra, 2004), n'a pas été significativement associée à une forme de résilience dans cette recherche. Retenons cependant que l'explication des activités délictueuses, ici des jeunes filles, passe par la compréhension des interactions entre les facteurs de risque et les facteurs protecteurs.

### *Besoins particuliers des mineures en conflit avec la loi*

Bien que le modèle explicatif de la délinquance des jeunes convienne pour les deux sexes, avec les nuances présentées ci-dessus, les besoins des adolescents en conflit avec la loi, au niveau de l'intervention comme de la prévention, sont différents selon le genre. Chesney-Lind et Shelden (1992) l'explicitent de façon claire. Passablement de mineures délinquantes réagissent par rapport à des situations négatives dans lesquelles elles se trouvent en raison de leur féminité (abus sexuels, maltraitance, grossesse précoce). Ces réactions liées au genre méritent et nécessitent une intervention et une prévention sexospécifiques. En outre, la portée sur un plan personnel et psychologique d'un passage à l'acte ainsi que les motivations y relatives sont bien souvent différentes chez les filles et chez les garçons (The Iowa Gender-Specific Services Task Force, 1999).

Etre attentif au genre implique de prendre en considération non seulement les histoires de vie et de victimisation mais aussi les prédispositions qu'ont les jeunes filles à intérioriser leur

---

<sup>11</sup> Hawkins et al. (2009) définissent la religiosité comme l'importance de la foi et de la religion dans la vie d'un individu.

mal-être. En effet, entre 15 et 19 ans, les filles sont plus à risque que toute autre personne à présenter des signes de troubles de l'humeur. A noter que dans la population tout venant 16% d'entre elles manifestent des symptômes de dépression et, parmi elles, 9% présentent des troubles alimentaires (Blatier, 2003). L'anxiété et la dépression faisant partie des facteurs de risque atteignant fortement les filles, les résultats d'une étude réalisée dans l'Ohio (U.S.A) ne surprennent point. Ceux-ci indiquent que 84% des adolescentes incarcérées au moment de la recherche nécessitaient, de façon significative, un traitement thérapeutique pour assurer leur santé mentale contre 27% des adolescents incarcérés (Timmons-Mitchell et al., 1997). Ces conclusions démontrent à quel point les besoins des adolescentes sont importants et combien il peut être dangereux de ne pas en tenir compte, sachant par ailleurs que l'intériorisation d'un mal-être implique davantage d'auto-mutilations et d'idéations suicidaires qu'il s'agit de gérer.

#### **Dunia et les sables mouvants**

Entre des relations conflictuelles avec sa mère, un père absent et sa sœur aînée placée, à 13 ans, Dunia avorte.

A 15 ans, elle vole, se montre parfois violente, consomme et trafique des stupéfiants.

Elle ne parvient pas à garder un travail, se portant malade quand elle préfère traîner en ville avec ses copains.

Placée, elle dit vouloir cesser ses infractions, mais ne pas y arriver. Elle pleure.

Son séjour à la Fontanelle (VS) a débuté: « c'est mieux que la prison, le plus dur sera de ne pas avoir mon natel ».

*Observation, Tribunal des mineurs (2009)*

Agir dans une perspective genre engage donc à considérer ces points fondamentaux sur le plan de la santé mentale des filles, mais également à intervenir et à prévenir sur le plan de leur santé physique. En effet, les grossesses indésirées, la maternité précoce ainsi que les maladies sexuellement transmissibles et leurs conséquences gynécologiques ont une prévalence élevée chez les mineures en conflit avec la loi qui, majoritairement, adoptent des comportements sexuels à risque (Quinsey et al., 2004). Un programme respectueux du genre doit donc être en mesure de réagir par rapport à ces situations et également savoir les prévenir. En sus, les recherches récentes sur les habitudes de consommation de produits stupéfiants

indiquent que le sexe est une variable qui, lorsqu'elle est prise en compte, améliore les résultats du programme (Owen & Bloom, 2000 ; voir aussi Infodrog, 2008).

En ce qui concerne l'intervention, à proprement parler, si celle-ci prétend être spécifique au genre, elle doit en outre s'appuyer sur le sens des relations interpersonnelles qu'ont les filles de

façon marquée. En effet, comme le précise Blatier (2003), celles-ci sont très dépendantes de leur entourage, duquel elles attendent considération et reconnaissance. A l'avenir, si la communication au sein du cercle de personnes proches d'elles est dysfonctionnante, elles peuvent en être grandement affectées. C'est pourquoi un programme d'intervention pour les filles doit prioritairement s'axer sur les réseaux interpersonnels de ces dernières et leur permettre de gérer leur propre vie sans affecter ces relations (Totten, 2004 ; The Iowa Gender-Specific Services Task Force, 1999). De plus, comme le signalent Owen et Bloom (2000) les programmes devraient en outre appuyer le retour des jeunes filles dans leurs familles et communautés après un placement afin de garantir le succès de la réunification et assurer la pérennité des relations.

D'autres points sont à placer en exergue lorsque l'on intervient auprès de mineures en conflit avec la loi ; le personnel doit être composé de membres de sexe féminin, afin d'offrir des modèles positifs auxquels les filles peuvent s'identifier (Totten, 2004 ; The Iowa Gender-Specific Services Task Force, 1999). Un accent sur l'éducation est également essentiel afin de maximiser l'*empowerment* des filles. En effet, la majorité des mineures en rupture avec la norme juridique réussissent ou ont moins bien réussi à l'école que leurs homologues masculins (Timmons-Mitchell et al., 1997) et bien souvent elles trouvent moins facilement un emploi, leur indépendance financière s'en trouvant ainsi réduite (Owen & Bloom, 2000).

### ***3.3. Condition pénale des mineures sur un plan international***

#### ***Dans la loi***

Il existe un arsenal juridique international important pour garantir le respect des droits des mineurs en conflit avec la loi ainsi que pour offrir à la justice juvénile un cadre et une politique globale, notamment en ce qui concerne la prévention. La dixième Observation Générale du Comité des Droits de l'Enfant (2007), consacrée aux droits de l'enfant dans le système de la justice pour mineurs, est l'un des plus récents outils créé dans cette optique. Il s'agit certainement aussi du plus complet puisque cette Observation reprend les standards *minima* des Nations Unies concernant la justice des mineurs. Ainsi, les principes directeurs

pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes de Riyad, 1990), les règles *minima* concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing, 1985) et les règles pour la protection de mineurs privés de liberté (Règles de la Havane, 1990) sont articulés à la CDE et à ses articles fondamentaux pour aider les Etats à garantir et surtout respecter les droits des enfants en conflit avec la loi. En bref, ce Commentaire Général reprend les principes généraux de la CDE<sup>12</sup> en tant que principes conducteurs d'une politique globale en matière de justice pour mineurs. Il développe également les fondements relatifs à la prise en charge d'un enfant en conflit avec la loi, exposés dans les articles 37 et 40 de la CDE (1989).

En ce qui concerne la condition des filles en particulier, le Comité des Droits de l'Enfant (2007, para. 6-9), lorsqu'il écrit au sujet de la non-discrimination, exprime son inquiétude quant aux groupes d'enfants vulnérables spécialement exposés au risque de subir des discriminations et disparités de fait ; il cite les filles comme faisant partie de ces groupes minoritaires. Le Comité précise qu'il s'agit d'être véritablement attentif à ce que ces enfants bénéficient du même traitement que les autres dans le cadre de la justice juvénile. Il spécifie que la formation des acteurs professionnels du système doit absolument être à propos et qu'il est indispensable de mettre en place des mesures de réinsertion afin de garantir les droits de ces enfants.

Dans la même veine, les règles de Beijing (1985) concernant l'administration de la justice pour mineurs préconisent que lorsque des adolescentes sont placées en institution, celles-ci doivent bénéficier d'une attention spéciale, notamment pour ce qui est de leurs besoins et problèmes propres. Il y est également signalé que les soins prodigués aux filles ne doivent pas être inférieurs à ceux proposés aux garçons.

### *Dans les faits*

Cependant, et cela malgré cet outillage puissant, les mineures, de par le monde, sont bien souvent emprisonnées de façon excessive ; leurs délits ne nécessitant pas de telles mesures car

---

<sup>12</sup> Les principes généraux sont les règles de procédure de la CDE et par conséquent les articles-clé puisque le reste du corps constitutif du texte, les droits subjectifs, ne peut être garanti que lorsque les règles de procédure sont respectées. Ces principes généraux sont ceux relatifs à la non-discrimination (art. 2), à la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant ainsi qu'à son droit d'être entendu dans toute décision le concernant, (art. 3 et 12) et au droit de l'enfant à la vie, à la survie et au développement (art. 6).

ils sont généralement de moindre importance (EGM, 2006). De plus, dans de nombreux pays et cela en dépit des sommations du Comité des Droits de l'Enfant (2007), on prive encore les jeunes de liberté pour des délits d'état<sup>13</sup> (Institut international des Droits de l'Enfant [IDE], 2008 ; Winter, 2003). De ce fait, de nombreux jeunes se trouvent condamnés pour un acte qui n'est répréhensible que parce qu'il est l'œuvre d'un enfant. Ce type injuste de condamnation semble d'ailleurs concerner davantage les filles que les garçons (Comité des Droits de l'Enfant, 2007), y compris dans les pays industrialisés (Chesney-Lind & Shelden, 1992).

Outre cet état de fait pour le moins préoccupant, il semblerait que rares soient les Etats en mesure d'offrir à leurs condamnées mineures des établissements de privation de liberté dans lesquels elles n'entrent pas en contact avec des femmes adultes (EGM, 2006 ; IDE, 2008 ; Winter, 2003) et cela bien qu'ils y soient obligés par la CDE (1989, art. 37 let. c). Ce constat est d'autant plus alarmant que la prise en charge de ces adolescentes en rupture avec la norme sociale ou juridique ne peut de la sorte être appropriée puisque les institutions les accueillant sont conçues pour recevoir des adultes (EGM, 2006). Cet état de fait est agavé par le système-même qui est pensé par rapport à la population majoritaire : les mâles (Chesney-Lind, 2000).

Par ailleurs, dans de nombreux pays, les adolescentes interrogées par la police, placées en institution ou emprisonnées sont très souvent victimes de violences. En effet, les professionnels, les adultes en détention avec lesquels les filles sont en contact et même les autres jeunes abusent fréquemment d'elles physiquement et/ou sexuellement (Winter, 2003 ; EGM, 2006 ; IDE, 2008). Pour terminer, notons que bien des Etats n'offrent aucune garantie pour le respect de droits de base, tels que le droit à l'éducation ou le droit à la santé pour les enfants privés de liberté et que dans ce drame, une fois encore, les filles sont les dernières servies (Winter, 2003).

## *Synthèse*

Finalement et après la découverte de ce tableau plutôt consternant sur un plan international, il est légitime d'interroger la condition en Suisse des mineures en conflit avec la loi. D'autant

---

<sup>13</sup> Un délit d'état est un acte ou un comportement (fugue, non respect de règlement disciplinaire, sorties excessives, comportement peu respectueux, etc.) qui n'est répréhensible que si la personne qui le commet a, ou paraît avoir, moins de 18 ans (IDE, 2008).

plus que les recherches récentes consacrées à la situation des adolescentes en rupture avec la norme juridique indiquent à quel point la prévention et l'intervention auprès de ces dernières doit être attentive au genre ; ceci afin qu'une prise en compte adéquate de leurs situations personnelles et de leurs besoins sexospécifiques soit possible.

Par ailleurs, le Comité des Droits de l'Enfant (2007) est, comme susmentionné, inquiet par rapport au risque accru de marginalisation encouru par les filles notamment. Il recommande par conséquent aux Etats parties de « procéder périodiquement (...) à l'évaluation de leur pratique en matière de justice pour mineurs, en particulier de l'efficacité des mesures prises, dont celles concernant la non-discrimination, la réinsertion et la récidive. » (para. 99).

Alors qu'en est-il dans les faits ? Quelle place la Suisse offre-t-elle donc à ces filles en rupture ? La place qu'elles méritent en tant qu'enfants « détenteurs de droits » et protégés par la CDE ou une forme de greffe administrative au système basé sur le pendant masculin ? La Suisse est-elle consciente des dangers liés à une invisibilité factuelle, officielle et politique pour les jeunes filles contrevenant à sa loi ou est-elle plus inquiète de connaître la proportion d'étrangers menant des activités délictueuses ? La Confédération, qui vient tout juste, par son nouveau droit pénal des mineurs, d'offrir à son système de justice juvénile un cadre respectueux des droits de l'enfant et qui aurait les moyens de mettre en évidence les inégalités de traitement en son sein, s'en préoccupe-t-elle seulement ?

## 4. La Suisse et ses invisibles : le point aveugle de la recherche

Fraîchement nantie d'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs [DPMIn], 2003) admirablement respectueuse des droits de l'enfant et sur le point de se doter d'une procédure pénale nationale applicable aux mineurs ([PPMin], 2009), la Suisse fait figure de bonne élève dans le domaine de la justice juvénile. Ces signes extrêmement positifs dans un champ, comme précédemment mentionné, couramment concerné par des violations des droits des enfants ne constituent toutefois pas une garantie absolue du respect de ceux-ci dans l'ensemble du système de justice des mineurs<sup>14</sup> en Suisse.

Dans le but de se positionner face à cette incertitude, la partie qui suit est consacrée à l'analyse de la place accordée aux filles dans le système de justice juvénile suisse. L'examen de ce dernier porte sur les niveaux concernant l'ensemble de la population étudiée ; à savoir la législation applicable aux mineurs en conflit avec la loi, ainsi que les études servant de base pour la mise en place de politiques, directives et programmes de prévention. Dans cette optique, les systèmes cantonaux ainsi que les professionnels et les institutions actifs dans le monde de la justice des mineurs ne sont pas concernés par cette analyse. Grâce à cette entrevue du cadre légal suisse concernant les mineurs en conflit avec la loi ainsi qu'à l'examen de l'analyse officielle de la délinquance des jeunes, l'impact de ceux-ci sur la condition pénale des filles doit pouvoir être évalué.

### 4.1. *Instruments de droit international et national*

Sur un plan juridique, la Suisse est un Etat de tradition moniste, ceci impliquant que le droit international et le droit national constituent une entité juridique unique. Les conséquences pratiques de ce principe sont que les traités internationaux, en tant que sources de droit, ont effet dans l'ordre juridique interne suisse sans qu'un acte spécial de transformation ne soit nécessaire afin des les introduire dans le droit national.

---

14 L'étude de Défense des Enfants International (Detrick, Abel, Berger, Delon & Meek, 2008) propose une définition extensive du système de justice juvénile, à savoir l'ensemble des lois, politiques, directives, normes coutumières, systèmes, professionnels, institutions et programmes de traitement spécifiquement applicables aux enfants en conflit avec la loi.

### *Les droits des filles*

En ce qui concerne la problématique nous intéressant directement, il convient de relever que la CDE (1989) et la CEDAW (1979), toutes deux ratifiées par la Confédération sont parties intégrantes du droit suisse. Les organes de l'Etat sont donc tenus de les respecter et de les appliquer (L'Assemblée Générale – le Parlement Suisse, 2009). Ainsi, les articles d'applicabilité directe<sup>15</sup> de ces deux traités internationaux octroient aux suissesses mineures des droits et obligations dont elles peuvent se prévaloir devant la justice.

Notons donc que la CDE et la CEDAW ont une place à part entière dans le droit national suisse et que par conséquent les droits des filles devraient en principe être assurés. Toutefois, les limites de ces conventions pour le cas particulier des filles, en raison de leur marginalisation intersectionnelle, ont d'ores et déjà été soulevées (*cf.* point 2.3). De plus, étant mineures, la difficulté d'accès aux droits et obligations découlant de ces traités s'en trouve décuplée. En effet, les filles n'ayant pas atteint la majorité civile en Suisse, celles-ci ne peuvent ester en justice et se faire valoir leurs droits. Les filles se situent donc dans un rapport de subordination, les rendant dépendantes du bon vouloir de personnes majeures désireuses de faire respecter leurs droits. Relevons que Gal et Bessel (2006) considèrent ces entraves à la participation comme une forme de discrimination. Besson quant à elle nuance l'égalité *devant* la loi et l'égalité *dans* la loi (2005, p. 440). S'agissant des mineures suisses, leur égalité devant la loi semble donc être assurée, puisque ces conventions particulières s'appliquent à leur situation. Cependant, pour ce qui est de l'égalité dans la loi, à comprendre comme ce que la loi garantit dans les faits, quelques doutes paraissent subsister pour le cas particulier des filles.

### *Les droits des mineurs en conflit avec la loi*

En ce qui concerne les droits des mineurs en conflit avec la loi suisse, l'Observation Générale du Comité des Droits de l'Enfant n°10 (2007), instrument spécifique à la protection des droits des enfants en conflit avec la loi présenté précédemment (*cf.* point 3.3), est également à prendre en compte par la Confédération. Un non-respect de cette dernière peut d'ailleurs

---

15 L'applicabilité directe d'une règle internationale est relative à son aptitude à accorder, par elle-même, aux particuliers, des facultés qu'ils peuvent faire valoir devant les autorités de l'Etat où cette règle fait loi.



aisément être constaté par le Comité auteur en question à la lecture des rapports quinquennaux que les autorités suisses se doivent de lui présenter. Ainsi, et cela malgré le fait que ce Commentaire Général ne soit pas source de droit, il influence le système de justice juvénile helvétique. Cet instrument, couplé à la nécessité qu'ont les organes de l'Etat de respecter la CDE, laisse donc envisager un système de justice juvénile helvétique « ami des enfants ». Toutefois, la Suisse ne peut entièrement se satisfaire de cette impression qu'elle donne puisque, dans les faits, elle n'a pas encore retiré toutes les réserves qu'elle avait émises lors de sa ratification de la CDE. D'autant plus que deux d'entre elles portent précisément sur des points critiques concernant la protection des droits de mineurs en conflit avec la loi.

En effet, et bien que le Comité des Droits de l'Enfant somme la Suisse de pallier au plus vite ses manques, cette dernière n'est pas encore en mesure de garantir des conditions respectueuses des droits des enfants en ce qui concerne la privation de liberté des mineurs (CDE, 1989, art. 37 let. c) et la procédure pénale relative aux mineurs (CDE, art. 40). De ce fait, la Confédération admet que son système de justice juvénile ne peut ni assurer dans tous les cas la séparation des mineurs d'avec les adultes lors de privation de liberté, ni certifier une séparation entre l'autorité d'instruction et l'autorité de jugement dans le cadre de la procédure pénale des mineurs. Ces réserves doivent, à long terme, être retirées. Néanmoins, s'agissant de la séparation des mineurs et des adultes en détention, le cas particulier des filles n'est derechef pas traité de manière prioritaire. La Suisse Romande, par exemple, indique qu'elle sera en mesure de répondre à ce besoin pour les adolescentes dès 2017, la construction d'un établissement spécialisé dans le canton de Neuchâtel devant être achevée d'ici là.

Malgré tout, la Confédération peut se vanter d'un des aspects principaux de son système de justice juvénile. En effet, sa loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs est un superbe exemple de bonne conduite dans le domaine de la justice juvénile. Rédigé en grande partie par un ardent défenseur des droits de l'enfant, le nouveau droit pénal des mineurs helvétique ([DPMIn], 2003), entré en vigueur en 2007, est une excellente illustration de la combinaison possible entre des principes de justice protectrice<sup>16</sup> et des éléments de justice

---

<sup>16</sup> Le modèle de justice protectrice est basé sur l'idée que l'enfant est une victime de son milieu et que son comportement délinquant est lié à ce dernier. Il faut donc lui fournir des soins individuels, basés sur sa situation personnelle, plutôt que de le punir. Dans ce type de modèle, le juge des mineurs a un rôle important

restorative<sup>17</sup>. Nonobstant le fait que le DPMIn fixe l'âge de la responsabilité pénale – 10 ans – bien trop bas aux dires du Comité des Droits de l'Enfant, qui a défini comme limite minimale acceptable 12 ans révolus, celui-ci peut être considéré comme un cadre propice au respect des droits de l'enfant.

### *La législation pénale pour mineurs et les droits de l'enfant*

Une recherche menée en 2002 par Queloz et Bütikofer et s'intéressant à l'évolution de la justice des mineurs en Suisse mettait en évidence « l'importance d'un travail interdisciplinaire, afin que la justice des mineurs ne se retrouve pas isolée, mais qu'elle s'inscrive dans un véritable réseau de prise en charge des enfants et adolescents en difficultés » (p. 326). Le nouveau droit pénal suisse des mineurs semble avoir tenu compte de cette nécessité puisqu'il offre des outils pour instrumentaliser ce travail en réseau. En effet, un éventail de sanctions est proposé au juge des mineurs lui permettant de prendre en compte à la fois l'acte punissable, en prononçant une *peine*, et les carences du jeune dans ses conditions de vie, son environnement familial et le développement de sa personnalité en ordonnant des *mesures protectrices* (Viredaz, 2006).

Afin de statuer sur la mesure de protection ou la peine à prononcer, une enquête sur la situation personnelle du mineur peut être ordonnée si l'autorité compétente l'estime nécessaire (DPMIn, 2003, art. 9 al. 1). Cette enquête sociale, portant sur l'environnement familial, éducatif, scolaire ou professionnel du jeune et ses compétences personnelles, peut prendre plusieurs formes. Elle peut se dérouler de manière *ambulatoire*, une personne ou un service disposant des compétences requises (DPMIn, art. 9 al. 2) observe le jeune dans ces différentes sphères. L'observation du jeune peut également se dérouler sous une *forme institutionnelle*, lorsque l'examen ambulatoire n'est plus possible. Pour finir, si de sérieuses incertitudes demeurent quant à la santé physique ou psychique du mineur ou qu'un placement paraît indiqué, le juge ordonnera une *expertise médicale* ou *psychologique* (DPMIn, art. 9 al. 3).

---

et un large pouvoir d'appréciation.

17 Le modèle de justice restorative/réparatrice intègre la triangulation auteur-victime-société. L'intervention est tournée sur l'acte et le tort que celui-ci a provoqué ainsi qu'une responsabilisation de l'auteur. Une réparation du dommage est préconisée.

Si l'enquête sociale et/ou les dispositions psycho-judiciaires susmentionnées établissent que la prise en charge du jeune requiert un appui éducatif ou thérapeutique pour maximiser son efficacité, les mesures proposées par le DPMIn peuvent être mises en place. Le DPMIn comprend trois sortes de mesures protectrices, qui assurent les différents besoins du mineur : *la surveillance et l'assistance personnelle* (DPMIn, 2003, art. 12 et 13), *le traitement ambulatoire* (DPMIn, art. 14) et *le placement* (DPMIn, art. 15).

En somme, ce tout nouveau droit pénal offre un cadre de travail, pour les intervenants du système de justice juvénile helvétique, dans lequel une réelle prise en compte de la personnalité du jeune, de ses forces et de ses difficultés est possible. Il donne également l'occasion et les moyens d'œuvrer au cœur d'un véritable système, par des collaborations et des interventions interdisciplinaires. De surcroît, en ce lieu où le droit et la rupture de la norme juridique se rencontrent, se trouvent l'ensemble des principes directeurs de la CDE.

En effet, parcourant les principes déterminants de l'application du DPMIn (PPMin<sup>18</sup>, 2009, art. 4), il est aisé de constater que chacun de ces fondements trouve une correspondance dans la CDE (1989). La protection, premier principe du DPMIn, est en relation directe avec les droits spéciaux reconnus à tous les enfants par la communauté internationale ainsi que les articles 37, 39 et 40 de la Convention plus spécifiques à la justice juvénile. Le second principe, celui d'éducation fait notamment écho aux articles 28 et 29 de la CDE, avec un accent particulier sur les mesures pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des

**Céline (de 16 à 18 ans)**

Infraction: Lstup (consommation)

Enquête sociale:  
parents divorcés, mésentente avec sa mère « trop stricte »;  
échecs scolaires; pas de place d'apprentissage; petit-ami plus âgé, délinquant;  
évaluation quant à la toxicodépendance.

Mesures:  
1° assistance personnelle;  
2° placement en milieu ouvert & traitement ambulatoire pour la consommation de stupéfiants.

Détérioration de la situation:  
perd son emploi;  
comportement inadéquat en foyer;  
augmentation de la consommation de stupéfiants et d'alcool;  
plusieurs rapports de police;  
mère gravement malade.

Majorité & placement sous curatelle:  
Amélioration des relations avec sa mère;  
S'est installée dans un studio.

*Observation, Tribunal des mineurs (2009)*

18 Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (Procédure pénale applicable aux mineurs, PPMIn) du 20 mars 2009, entrée en vigueur prévue pour 2011.

taux d'abandon scolaire (CDE, art. 28 al. 1e). Le respect de la personnalité ainsi que de la sphère intime du mineur, qui se trouvent également être de ces fondements, font principalement penser à l'article 16 de la CDE et quand la PPMIn (2009, art. 4 al. 3-4) indique qu'il s'agit également de respecter la sphère d'influence des représentants légaux des mineurs, les articles 5, 18 et 20 de la CDE sont mobilisés. Quant au droit pour le mineur d'être entendu et de participer, également souligné par la PPMIn (art. 4 al. 2), la référence au principe général de participation incarné par l'article 12 de la CDE est directe. Les autres principes généraux de cette Convention prennent aussi une grande place dans l'exercice du DPMIn, que cela soit dans la recherche de l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>19</sup> (CDE, art. 3) ou dans le respect de son droit à la vie, à la survie et au développement (CDE, art. 6).

Il paraît donc que le cadre légal proposé aux mineurs domiciliés sur territoire suisse est proche de ce que préconise la CDE (1989). Ce point est extrêmement concluant puisqu'il indique que les droits des mineurs ont une chance d'être respectés sur le terrain. Toutefois, l'un des quatre principes généraux de la CDE n'a intentionnellement pas été cité dans la liste ci-dessus. Effectivement, le respect de l'article 2, qui porte sur la non-discrimination et qui se trouve être au cœur de ce travail, reste encore à être examiné dans une perspective genre.

S'agissant du DPMIn (2003) à proprement parler, aucune référence n'est faite quant à un traitement différentiel, préconisé ou non, selon le sexe. Sur le plan de l'instruction et du suivi personnel, il est d'ailleurs concevable qu'étant supervisés et/ou réalisés par un juge des mineurs, dont l'intervention est nécessairement individualisée, les besoins sexospécifiques, s'ils sont connus ou manifestés, sont pris en considération. Malheureusement, en ce qui concerne l'offre institutionnelle pour le traitement et pour la privation de liberté en Suisse, celle-ci est, d'une part, largement insuffisante et, d'autre part, en désaccord avec ce que préconise la CDE (Bütikofer, 2007). Il reste à voir ce qu'il en est des rapports officiels de la Confédération qui servent de base pour la mise en place de politiques, directives et programmes de prévention.

---

<sup>19</sup> L'intérêt supérieur de l'enfant est une notion développée dans l'article 3 de la CDE. Ce dernier indique que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, (...), l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale » (CDE, 1989, art. 3 al. 1). On le comprend comme étant un instrument juridique, obligeant les instances publiques, qui vise à assurer le bien-être de l'enfant sur les plans physique, psychique et social. Il constitue une garantie pour l'enfant que son intérêt à long terme est considéré.

## 4.2. *Le point aveugle des données officielles*

### *Les non-dits des rapports suisses*

En Suisse, les mineurs en conflit avec la loi font relativement peu parler d'elles. Et cela en dépit du fait que certains signalent des modifications importantes concernant la part de délinquance à attribuer aux adolescentes. En effet, Queloz et Bütikofer écrivent en 2002, au sujet de l'évolution du système de justice juvénile Suisse :

La justice des mineurs a vu également évoluer la part *des jeunes filles délinquantes* : alors que chez les adultes, la proportion de femmes jugées par la justice pénale est restée remarquablement stable en Suisse au cours de la seconde moitié du XXe siècle (13,5% de 1989 à 1999), celle des jeunes filles est passée de 15% à 17% entre 1985-1992 et 1995-1999. (p. 321)

De plus, ils indiquent être particulièrement préoccupés par les difficultés sérieuses que ces dernières rencontrent, de manière plus fréquente que les garçons. Nuoffer quant à lui réalise, en 2006, le même type de constat. Il signale, en analysant l'évolution récente de la délinquance des jeunes en Suisse, que l'un des quatre éléments qui la caractérise est la modification dans la répartition entre les sexes : en 2000, 18% des délinquants étaient des filles et en 2005, elles représentaient le 21% du chiffre total. Toutefois, ces constats ne sont jamais présentés, ni repris, ni analysés dans les rapports officiels publiés par la suite.

De la sorte, l'ouvrage publié par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS), s'intéressant à l'évolution de la délinquance juvénile de 1946 à 2004, révèle en préface que « la répartition des infractions par sexe est restée stable : les jugements concernent majoritairement des jeunes de sexe masculin » (Storz, 2007, p. 5). En parcourant le reste du texte, on découvre un paragraphe consacré à la variable « sexe » au cours de l'exposé des caractéristiques sociodémographiques des adolescents jugés. Dans ce passage, l'auteure s'interroge sur cette stabilité évoquée en préambule, indiquant qu'elle paraît paradoxale dans la société actuelle qui connaît un accroissement important de la participation de la femme. Il est navrant de constater que cette hypothèse qui semble avoir été abandonnée depuis un temps outre-Atlantique (Moffitt et al., 2001) et outre-Manche (Heidensohn & Gelsthorpe, 2007) soit encore suggérée

comme une piste à explorer dans une publication nationale.

A l'avenant, le rapport du Conseil Fédéral (2009), consacré à la prévention de la violence des jeunes, signale quant à lui que le genre est un facteur de risque important avec la migration et les valeurs pour expliquer la violence puisque il s'agit d'un « phénomène presque exclusivement masculin, les filles et femmes se trouvant du côté des victimes » (p. 16). Cette affirmation est appuyée par des données confirmant la faible contribution des filles pour établir le chiffre total des violences perpétrées par les jeunes. Il est à noter, qu'il est absolument affligeant de rencontrer ce type de raisonnement, teinté de protectionnisme et de paternalisme peu constructifs, dans un rapport datant de 2009. Ce genre de propos est d'autant plus regrettable puisque n'oublions pas, lorsque nous étudions le phénomène des jeunes et de la violence, que l'immense majorité des brutalités et agressions subies par les moins de 18 ans est l'œuvre d'adultes (Guénat, conversation personnelle, 14 mai, 2009).

**Cassandra (13 ans)**

Infractions: voies de fait, menaces et injures

« Elle m'avait piqué mon copain... »

« Moi, j'avais pas trop taper, on voulait s'expliquer. »

Un témoin: « Les autres, autour, ils la motivaient pour qu'elle tape. »

(En mimant) « Ben, j'ai pris la tête, comme ça, et avec le genou, j'ai tapé. »

« Elle avait pas besoin d'aller à l'hôpital. »

*Observation, Tribunal des mineurs (2009)*

En outre, il est intéressant de relever qu'à Genève, l'association « Face à Face » a été créée en 2001 pour apporter de l'aide aux femmes auteures de violences et qu'un volet spécifique pour adolescentes a été ouvert en 2006. Comment un rapport national consacré à la thématique de la violence des jeunes peut omettre ce type de détails ne peut que s'expliquer que par une occultation totale des données sexospécifiques dans son étude et analyse de la problématique.

Dans la même lignée que celui du Conseil Fédéral, le rapport du Département Fédéral de Justice et Police ([DFJP], 2008) revient également sur les actes de violences comme affaires d'hommes seulement. Il conclut :

Une question demeure controversée, à savoir pourquoi selon les statistiques officielles la plupart des infractions restent commises par des jeunes de sexe masculin. Parmi les raisons invoquées figurent les différences biologiques, l'éducation différente donnée aux garçons et aux filles, la persistance de

## Les droits de l'enfant sont-ils sexistes ?

structures patriarcales, etc. Une thèse parfois défendue veut qu'au fur et à mesure des progrès de l'émancipation, la criminalité des femmes s'aligne toujours plus sur celle des hommes. (p. 17)

A noter que la thèse de l'émancipation de la femme comme facteur risquant d'accroître son activité criminelle est derechef mentionnée. Ce rapport a toutefois l'avantage de lister une série de mesures pour améliorer la prévention axée sur la violence des jeunes en accroissant la valeur informative de la Statistique policière de la criminalité. Il suggère notamment de mettre en place des données sur le sexe qui seraient exploitables de manière flexible afin de découvrir dans quelle mesure des différences liées au sexe peuvent être constatées dans le comportement des mineurs suspects, si les adolescentes ont toujours plus de démêlés avec la police et, si oui, pour quelles infractions.

S'agissant du rapport sur l'égalité publié par l'OFS en 2003, celui-ci requiert déjà ce type d'examen. En effet, après avoir abordé de façon relativement brève la criminalité des femmes, en miroir à la thématique de la sécurité personnelle et donc au taux de victimisation des femmes, les auteures précisent que « contrairement à la «criminalité des étrangers» et à la «délinquance juvénile», les différences entre les sexes font rarement l'objet d'analyses et les théoriciens de la criminalité ne fournissent guère d'explications à leur sujet » (Branger, Gazareth & Schön-Bühlmann, 2003, p. 113). Bien que leur commentaire appelant les chercheurs à dépasser le constat d'insignifiance et à offrir une interprétation de ce phénomène plutôt que de le constater soit tout à fait louable, une vision intersectionnelle nous laisse entrevoir et craindre le fait que la délinquance juvénile risque d'être mise de côté dans ce type de requête et d'analyse, occultant à nouveau le cas des jeunes filles.

Tenant compte des récents rapports sur la délinquance des mineurs en Suisse, un certain doute plane quant à une réelle conscience des autorités politiques et des responsables du système de justice des mineurs de la nécessité d'aborder le phénomène dans une perspective genre. Plusieurs rapports demandent des données ventilées selon le sexe afin de véritablement pouvoir se prononcer sur la délinquance des filles. Quant aux chercheurs indépendants et aux praticiens qui ont réalisé une analyse des statistiques fédérales, ceux-ci indiquent qu'une évolution notoire est en train de se produire.

### *La statistique suisse des jugements pénaux de mineurs*

Le Bureau Fédéral de la Statistique suisse ([BFS], 2009a) indique sur son site internet que les données fournies par la statistique fédérale des jugements pénaux des mineurs « renseignent sur la délinquance des mineurs et les mesures prises à leur encontre ». Il précise que l'univers de référence de cette statistique est celui des jugements pénaux pour un crime ou un délit des lois principales<sup>20</sup> prononcés contre des mineurs suisses et des mineurs étrangers domiciliés en Suisse par une autorité pénale pour mineurs. Reprenant les conclusions de Bertrand (1979), il convient de relever que cette statistique est également constituée des données officialisées et jugées significatives par les responsables du système de justice des mineurs. Ceci impliquant qu'il s'agit d'une part de ce que l'on comprend être de la délinquance juvénile et d'autre part de ce que l'on juge être important d'analyser, d'archiver et de communiquer. Becker (1997) signale qu'il y a déviance à partir du moment où il y a une réponse de la part de la société. Dans la même veine, comprenons que la statistique officielle indique quelle ampleur et quelle(s) forme(s) la déviance des jeunes prend. Notons par ailleurs que ces chiffres sont ceux que tout un chacun peut télécharger depuis le portail internet officiel de la Confédération et depuis celui de l'Observatoire International de Justice Juvénile pour se renseigner au sujet de l'actualité de la délinquance des jeunes en Suisse.

En parcourant, cette statistique fédérale, il faut relever combien il est difficile de se faire une idée de ce que représente la part de délinquance que l'on peut attribuer aux filles. La variable sexe semble être insérée de fait dans ce recensement des jugements pénaux sans pour autant qu'il y ait une véritable intention d'interprétation basée sur cette opposition. Les informations concernant les filles sont visibles mais particulièrement difficiles à analyser de prime abord. En effet, les chiffres concernant les jugements pénaux prononcés à l'égard des mineurs garçons puis ceux concernant les filles sont systématiquement placés côte à côte. Les données relatives aux adolescentes paraissent par conséquent véritablement négligeables puisque continuellement moins élevées. Toute impression de proportionnalité est également à prescrire car les chiffres sont présentés à l'état brut. Il faut noter en outre que la mise en page de cette

---

20 Code Pénal Suisse (CP), Loi Fédérale sur les Stupéfiants (LStup) et Loi Fédérale sur la circulation routière (LCR).



statistique rend pratiquement impossible de percevoir une évolution à court ou long terme et cela indépendamment de la variable sexe. Pourtant, une mise en perspective genrée de cette statistique, dans le but d'examiner l'activité délictueuse des jeunes filles puis de la mettre en rapport avec celle des jeunes garçons, permet de faire ressortir d'intéressantes informations.

### *Évolution du nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs en Suisse*

Prenons par exemple les chiffres concernant le nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs en Suisse entre 1990 et 2007<sup>21</sup> (BFS, 2009b ; BFS, 2009c). Tout d'abord, il convient de soulever le fait que pour obtenir une vision globale, il s'agit dans un premier temps de regrouper les données concernant chaque année civile qui se situent dans deux dossiers différents et sur des feuilles séparées. Ensuite, si l'on veut connaître les proportions relatives à la part de délinquance à attribuer aux jeunes des deux sexes, il s'agit d'effectuer soi-même les calculs correspondants.

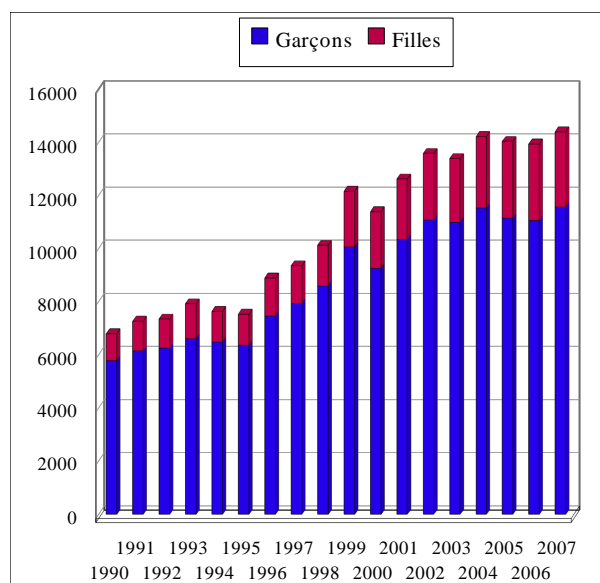
**Tableau 2:** Données regroupées relatives au nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs en Suisse entre 1990 et 2007, selon le sexe

Année	Total	Garçons	Filles	Proportion de garçons	Proportion de filles
1990	6,803	5,798	1,005	85%	15%
1991	7,278	6,152	1,126	85%	15%
1992	7,357	6,265	1,092	85%	15%
1993	7,930	6,617	1,313	83%	17%
1994	7,643	6,489	1,154	85%	15%
1995	7,544	6,368	1,176	84%	16%
1996	8,900	7,474	1,426	84%	16%
1997	9,364	7,932	1,432	85%	15%
1998	10,131	8,607	1,524	85%	15%
1999	12,162	10,062	2,100	83%	17%
2000	11,393	9,258	2,135	81%	19%
2001	12,630	10,354	2,276	82%	18%
2002	13,590	11,087	2,503	82%	18%
2003	13,398	11,001	2,397	82%	18%
2004	14,225	11,543	2,682	81%	19%
2005	14,044	11,148	2,896	79%	21%
2006	13,944	11,071	2,873	79%	21%
2007	14,404	11,573	2,831	80%	20%

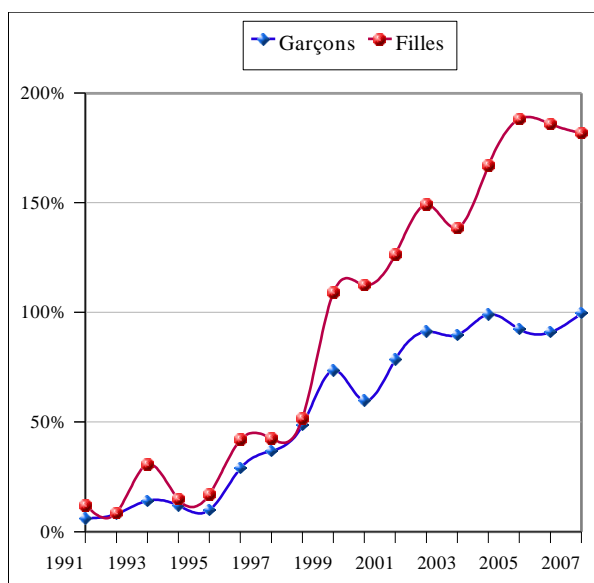
Ceci fait, on constate que l'activité délictueuse des garçons connaît une augmentation sensible puisqu'elle a presque doublé entre 1990 et 2007 et qu'un commentaire semblable peut être fait concernant celle des filles toutefois dans une autre proportion, car celle-ci a pratiquement

<sup>21</sup> Les données récoltées avant 1990 étant parfois incomplètes sur un plan national – certains cantons n'ayant pas fourni des chiffres ventilés selon le sexe – l'analyse proposée de l'évolution des jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs ne débute qu'en 1990.

triplé. Or, c'est lorsque l'on représente ces données sous une forme graphique que le constat d'insignifiance peut être franchement dépassé et que l'ignorance fait place à l'évidence. Sur la Figure 1, on visualise la part des jugements pénaux qui ont été prononcés à l'égard des filles, qui s'accroît au fil des années et qui proportionnellement devient également plus importante. La Figure 2, quant à elle, confirme ce qui paraissait dans le tableau des données regroupées ; le nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard d'adolescentes croît pratiquement deux fois plus vite que celui concernant les adolescents, et cela depuis la fin des années nonante.



**Figure 1:** Nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs en Suisse entre 1990 et 2007, selon le sexe



**Figure 2:** Evolution du pourcentage de jugements pénaux de mineurs entre 1990 et 2007, selon le sexe

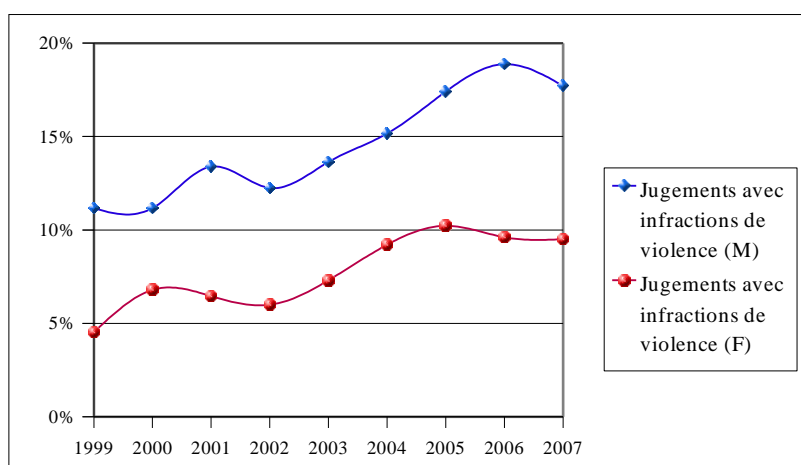
S'agit-il d'une tendance nouvelle ou uniquement d'une fluctuation statistique ? D'après ces chiffres, est-il envisageable qu'un réel changement dans le comportement des jeunes suisses est en train de s'opérer ou est-ce uniquement le reflet d'une élévation du seuil de tolérance du peuple suisse et/ou des autorités, impliquant une augmentation de dénonciations et d'arrestations ? Il est difficile de se déterminer face à ce genre de questions parce que les données manquent cruellement. Il faudrait pouvoir mettre ces chiffres en relation avec des questionnaires de délinquance auto-révlée ainsi qu'avec des études longitudinales afin de véritablement pouvoir se prononcer. Toutefois, la seule certitude que nous avons est que ce genre de question restera sans réponse tant que la situation des mineures en conflit avec la loi restera ignorée par la recherche.

### *Jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs pour des infractions avec violence*

Voici un autre exemple tiré de la statistique fédérale (BFS, 2009d) illustrant l'intérêt d'opter pour une perspective genre dans l'analyse de la délinquance des jeunes. Les chiffres présentés ci-dessous concernent le nombre de jugements pénaux prononcés à l'égard de mineurs pour des infractions avec ou sans violence de 1999 à 2007. Ici encore, ce tableau n'a pu être obtenu qu'après avoir rassemblé les données annuelles éparses et les avoir mises en rapport afin de connaître la proportion de jugements avec infractions de violence relativement au nombre total de jugements par sexe.

**Tableau 3:** Jugements pénaux de mineurs avec ou sans infractions de violence, selon le sexe (1999-2007)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Total: garçons (M)</b>	<b>10,062</b>	<b>9,258</b>	<b>10,354</b>	<b>11,087</b>	<b>11,001</b>	<b>11,543</b>	<b>11,148</b>	<b>11,071</b>	<b>11,573</b>
<b>Total: filles (F)</b>	<b>2,100</b>	<b>2,135</b>	<b>2,276</b>	<b>2,503</b>	<b>2,397</b>	<b>2,682</b>	<b>2,896</b>	<b>2,873</b>	<b>2,831</b>
<b>Jgts avec infractions de violence (M)</b>	1,123	1,034	1,386	1,358	1,500	1,750	1,941	2,090	2,051
<b>Jgts avec infractions de violence (F)</b>	95	145	147	150	175	247	296	276	269
<b>Jgts sans infractions de violence (M)</b>	8,939	8,224	8,968	9,729	9,501	9,793	9,207	8,981	9,522
<b>Jgts sans infractions de violence (F)</b>	2,005	1,990	2,129	2,353	2,222	2,435	2,600	2,597	2,562
<b>Jgts avec infractions de violence (M)</b>	11.2%	11.2%	13.4%	12.2%	13.6%	15.2%	17.4%	18.9%	17.7%
<b>Jgts avec infractions de violence (F)</b>	4.5%	6.8%	6.5%	6.0%	7.3%	9.2%	10.2%	9.6%	9.5%



**Figure 3:** Evolution du pourcentage de jugements pénaux avec infractions de violence, selon le sexe (1999-2007)

En examinant le Tableau 3 et la Figure 3, il convient de relever que les infractions avec violence sont en augmentation depuis 1999 et cela chez les filles comme chez les garçons. Pourtant, les programmes de prévention présentés dans les rapports de la Confédération ne mentionnent à aucun endroit une intention d'orienter les démarches dans une perspective genre. Ceci est fort dommage car l'on sait quels bénéfices les adolescentes concernées peuvent

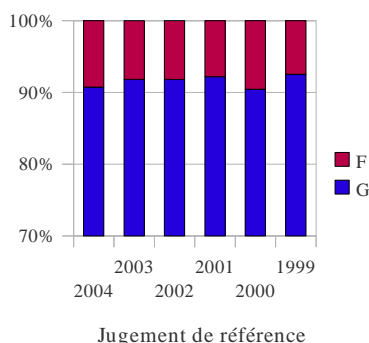
tirer d'une prise en compte de leurs particularités et de leurs besoins, dans le cadre de la prévention comme sur le plan du traitement (Owen & Bloom, 2000 ; Gehring & Bauman, 2007). De surcroît, les études récentes semblent indiquer que les filles agressives exposent leurs propres enfants à des facteurs de risque relatifs à des comportements antisociaux et/ou délictueux (Quinsey et al., 2004 ; Widom, 1999). Prendre en compte le genre est donc également un pari d'avenir ; une investissement pour les générations futures et pour une société plus « sociale ».

### *La récidive des filles versus celle des garçons*

Pour terminer cette analyse non-exhaustive des chiffres du BFS, un dernier exemple illustrant comment une statistique ventilée selon le sexe peut mettre à jour des données inconnues au sujet des jeunes filles en rupture. Le dernier dossier statistique du BFS (2009e), consacré au thème brûlant de la récidive comporte un volet relatif à celle des mineurs (BFS, 2009f) Dans ce document, les données sont, pour une fois, présentées de façon chronologique. Toutefois, les chiffres ne sont ventilés selon le sexe qu'en ce qui concerne le total de la récidive ; la catégorie d'âge, la nationalité, le type et la gravité de la récidive ainsi que l'infraction retenue pour le premier jugement sont indiqués sans que le genre ne soit pris en considération. Il s'agit donc d'aller recueillir ces informations dans d'autres classeurs informatiques, que l'on trouve heureusement dans le même dossier.

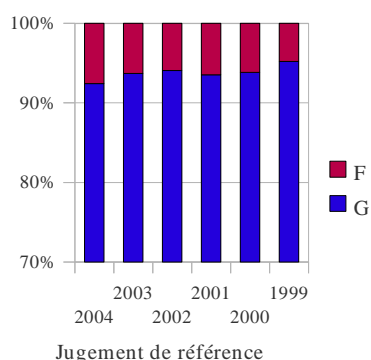
En définitive, relevons que dans ce document particulier, la variable sexe semble avoir gagné en importance puisqu'elle y figure au même titre que la nationalité. La couleur du passeport restant toutefois prioritaire puisqu'elle bénéficie d'un classeur spécial pour elle seule, ce qui n'est pas le cas du critère de désagrégation nous occupant. Pourtant, lorsque de telles données sont disponibles, il devient alors relativement aisé de manipuler les chiffres pour les questionner et les découvertes subséquentes sont d'ailleurs assez étonnantes.

En effet, en analysant ce dossier, on constate qu'en Suisse les filles ne récidivent<sup>22</sup> pas avec le même degré de gravité que les garçons. La figure 4<sup>23</sup> illustre la part de la récidive des mineurs revenant aux filles, depuis 1999. Cette dernière est, comme on peut le constater, relativement faible comparativement à celle des garçons.

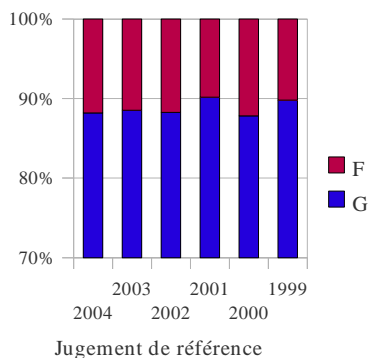


**Figure 4:** Evolution du pourcentage de récidive, selon le sexe (1999-2007)

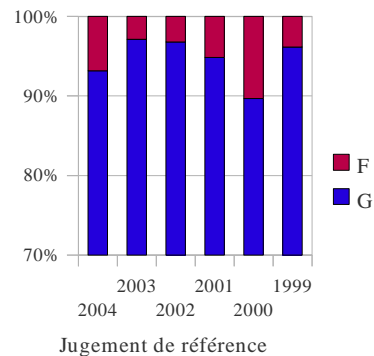
Cependant, lorsque l'on réalise le même exercice en y intégrant la variable du jugement de référence, c'est-à-dire le premier jugement prononcé à l'égard de la mineure récidiviste pour un délit, un crime « mineur » ou un crime « majeur »<sup>24</sup>, on constate que les filles sont plus à risque de récidiver si elles ont des antécédents judiciaires pour crime « mineur » (cf. Figure 6) que pour un délit (cf. Figure 5) ou pour un crime « majeur » (cf. Figure 7).



**Figure 5:** Evolution du pourcentage de récidive avec jugement de référence « délit », selon le sexe (99-07)



**Figure 6:** Evolution du pourcentage de récidive avec jugement de référence « crime mineur », selon le sexe (99-07)



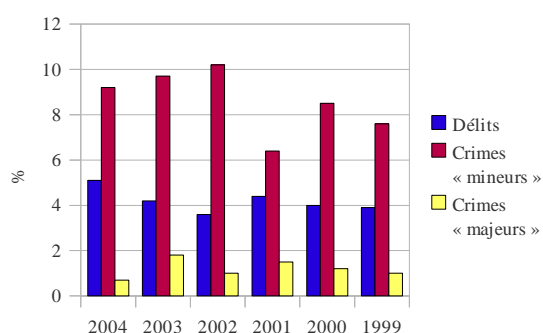
**Figure 7:** Evolution du pourcentage de récidive avec jugement de référence « crime majeur », selon le sexe (99-07)

22 Sont considérées comme récidivistes toutes les personnes qui, suite à un jugement pénal, commettent, dans un intervalle de trois ans, un crime ou un délit menant à un nouveau jugement. (BFS, 2009e)

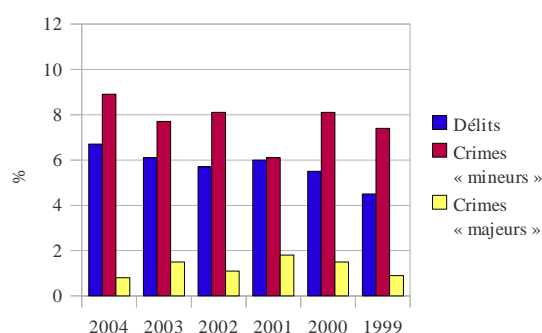
23 De la Figure 4 à la Figure 11, les chiffres sont tirés du dossier du BFS (2009f).

24 Les délits sont des infractions passibles d'une peine privative de liberté de 3 ans au plus. Les crimes « mineurs » sont des infractions passibles d'une peine privative de liberté de 5 ans au plus et les crimes « majeurs » des infractions passibles d'une peine privative de liberté de 10 ans ou plus (BFS, 2009e).

Ce constat fait, il est particulièrement intéressant, par l'illustration de la récidive des filles ayant un antécédent judiciaire pour un crime « mineur », de découvrir le dessin présenté par la Figure 8. Cette dernière indique que les filles ayant déjà commis un crime « mineur » qui récidivent le font en général en perpétrant un acte de même gravité. Mais ce point devient réellement interloquant lorsque l'on analyse la récidive globale des filles, c'est-à-dire sans tenir compte de l'antécédent, et que l'on découvre que le crime « mineur » est toujours en tête de liste dans les actes de récidive des filles (cf. Figure 9).

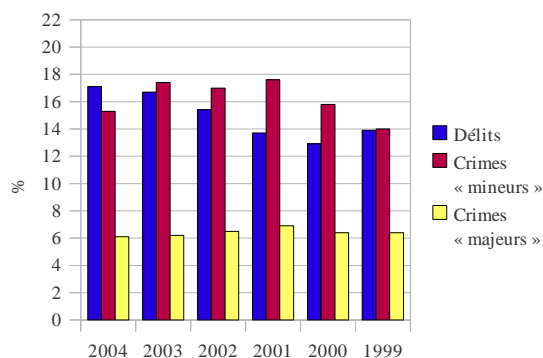


**Figure 8:** Evolution du pourcentage de filles récidivant suite à une condamnation pour crime « mineur », selon le type de récidive (1999-2007)

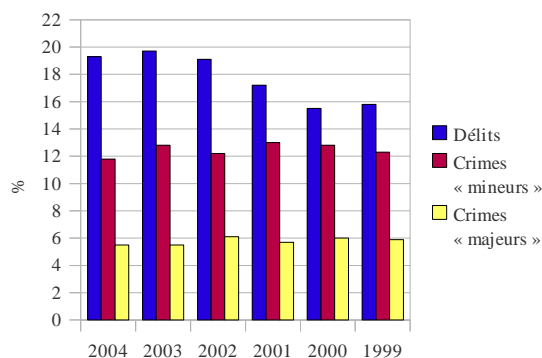


**Figure 9:** Evolution du pourcentage de filles récidivant suite à une condamnation, selon le type de récidive (1999-2007)

Dans le but d'éclaircir dans quelle mesure ce point concernant la récidive des filles peut être qualifié de sexospécifique, les mêmes données concernant les garçons sont schématisées. La Figure 10 illustre que les adolescents mâles condamnés pour un crime « mineur », s'ils récidivent dans les trois ans suivant cette condamnation, le font pour la moitié avec un même type d'infraction et pour l'autre moitié, pour un délit juridiquement qualifié de « moins grave ». Quant à la Figure 11, celle-ci indique clairement que la récidive chez les garçons est bien souvent de l'ordre du délit, avec un écart par rapport aux autres types d'infractions.



**Figure 10:** Evolution du pourcentage de garçons récidivant suite à une condamnation pour crime « mineur », selon le type de récidive (1999-2007)



**Figure 11:** Evolution du pourcentage de garçons récidivant suite à une condamnation, selon le type de récidive (1999-2007)

Ce constat est pour le moins intéressant étant donné qu'il indique une différence notoire, vraisemblablement liée au genre, sur le plan de la récidive. Il s'agit donc d'une variable à ne pas négliger dans le cadre de l'évaluation de programmes de prévention ainsi que de celle du traitement offert aux mineur(e)s en conflit avec la loi. Cependant, et avant même d'offrir une ébauche d'explication à cette dissemblance, notons que ces graphiques n'indiquent pas si ces écarts sont statistiquement significatifs. De plus, la période étudiée est véritablement trop courte pour pouvoir tirer des conclusions relatives à une évolution. De la sorte, les commentaires qui suivront restent de l'ordre de l'hypothèse. Or, la visée de ce travail n'étant pas d'établir une statistique sexospécifique de la délinquance des jeunes en Suisse, ceci n'a donc qu'une importance relative et ces données conservent, pour cette étude, tout leur intérêt.

Plusieurs hypothèses peuvent être esquissées afin de comprendre la différence vraisemblablement sexospécifique dans les types de récidive. On peut d'un côté imaginer que les filles qui commettent des crimes « mineurs » correspondent à une catégorie spécifique d'adolescentes en rupture, se spécialisant plus aisément dans ce domaine ou constituant carrément le pendant féminin de la trajectoire de vie antisociale et criminelle des hommes. Néanmoins, la recherche semble infirmer ce genre de thèse en affirmant que peu de filles persèverent réellement dans les conduites antisociales (Moffit et al. 2001 ; Quinsey et al. 2004).

D'un autre côté, il semblerait raisonnable d'envisager le fait que les filles qui commettent un premier crime « mineur » ne bénéficient pas d'un traitement adéquat et que par conséquent, celles-ci ne sont pas en mesure d'adopter une attitude résiliente. Cette inadéquation de traitement pourrait être liée à la méconnaissance des besoins spécifiques des filles en rupture avec la norme sociale et juridique. Il est également possible que ce manque soit couplé à une lacune dans le cadre de la prévention des attitudes déviantes.

Bien que cette seconde hypothèse paraisse plus crédible que la première, il est difficile de se prononcer au vu du peu d'informations disponibles. Cependant, il est clair que sans une analyse de la question genre dans le cadre de la justice des mineurs et sans une volonté de faire passer ces invisibles dans la lumière de la recherche, ces questions resteront sans réponse.

### ***4.3. Condition pénale des mineures en Suisse : enjeux et perspectives***

La Suisse bénéficie d'un puissant instrument de droit pénal des mineurs, formidablement respectueux des droits de l'enfant, permettant un travail interdisciplinaire en réseau et parfaissant ainsi l'accompagnement des mineurs délinquants vers une attitude résiliente. Or, dans quelle mesure les adolescentes en conflit avec la loi en bénéficient-elles vraiment ? Occultées dans les rapports officiels de la Confédération et marginalisées dans la statistique officielle des jugements pénaux de mineurs, leur condition est difficile à percevoir. Par ailleurs, les mineures en rupture avec la norme juridique se trouvent être grandement désavantagées en ce qui concerne l'offre institutionnelle pour le traitement.

En nous référant aux recherches réalisées sur le sujet ainsi que sur les programmes d'intervention et de prévention d'ores et déjà éprouvés outre-Atlantique notamment, nous pouvons concevoir à quel point cette forme de discrimination indirecte<sup>25</sup> est nuisible à une prise en charge adéquate des filles en rupture. De plus, en reprenant les données scientifiques présentées plus haut (cf. point 3) concernant notamment les variables biologiques opposant filles et garçons dans leurs comportements anti-sociaux respectifs, leur usage propre de l'agressivité et les dispositions sexospécifiques face au passage à l'acte, l'analyse de la délinquance des jeunes doit, selon toute vraisemblance, être réalisée dans une perspective genre.

En somme, le système de justice juvénile suisse et en particulier les politiques, les directives ainsi que les programmes de traitement y relatifs, tireraient un grand profit d'une meilleure connaissance des spécificités liées au genre des jeunes délinquants. A noter que les professionnels ainsi que les institutions gagneraient également en efficacité si une prise en compte des particularités sexospécifiques leur était possible. Il paraît donc impératif que la Suisse améliore sa considération du genre dans son analyse de la déviance des jeunes. Pour ce faire, elle doit commencer par interpréter ses données chiffrées concernant la délinquance des filles afin de pouvoir évaluer, d'une part l'évolution de cette dernière et d'autre part la qualité

---

25 « Discrimination indirecte » au sens proposé par Besson (2005, p. 440) : situation ouvertement et intentionnellement discriminante pour des conditions similaires et, de prime abord, non basée sur des classifications suspectes. Toutefois, dans les faits, cette situation affecte clairement ces classifications.



Les droits de l'enfant sont-ils sexistes ?

de sa propre réponse politique, judiciaire et institutionnelle.

### *Amélioration de la valeur informative de la statistique des jugements pénaux de mineurs*

Les statistiques, comme outil pour l'analyse de la criminalité, essuient de nombreuses critiques. On signale qu'on peut leur faire dire ce qu'on veut, insistant sur certains points selon nos desseins. On ajoute que le processus de filtrage – certains délinquants n'étant pas dénoncés, d'autres ne se faisant pas prendre et d'autres encore étant disculpés par manque de preuves – ne permettra jamais de saisir l'étendue exacte du phénomène (voir notamment Conseil Fédéral, 2009 ; Storz, 2007). S'agissant de la pertinence de la variable « sexe » certains accusent vivement l'utilisation systématique de cette dernière sans interrogation préalable sur sa pertinence (voir notamment Pretceille, 2002).

Toutefois, aborder la problématique des adolescentes en conflit avec la loi et la cerner dans toute sa complexité nécessite une connaissance chiffrée du phénomène. Sans données désagrégées, il est impossible de mettre en place des politiques sociales fructueuses et d'améliorer les conditions de vie des personnes victimes de discriminations (Otchet, 2007). De surcroît, notons que dans son Observation Générale n°10, le Comité des Droits de l'Enfant (2007) appelle les Etats parties à :

recueillir systématiquement des données ventilées pertinentes aux fins d'information sur la pratique de l'administration de la justice pour mineurs, de telles données étant indispensables à la formulation, à l'application et à l'évaluation des politiques et programmes visant à prévenir la délinquance juvénile et à y faire face efficacement, dans le respect des principes et dispositions de la Convention. (para. 98)

Dans la même veine, il est demandé par le Comité (2005), dans ses Directives Générales pour la présentation des rapports nationaux, que les données statistiques désagrégées soient présentées et que « les catégories de ventilation incluent l'âge et/ou le groupe d'âge, le sexe, l'implantation dans des zones rurales/urbaines, l'appartenance à une minorité (...) » (p. 10 - para. 1). Pareillement, Detrick et al. (2008) signalent que « les politiques nationales et la législation sur les enfants en conflit avec la loi gagnent en efficacité si elles se fondent sur des données fiables, et si ces données sont accessibles au public. » (p. 121). De surcroît, chacun des huit indicateurs permettant de quantifier la violence contre les enfants privés de liberté,

proposés par cette équipe de chercheurs, place le sexe comme première variable pour la désagrégation des données.

En retenant ces diverses sources, il devient inconcevable d'analyser la situation des filles en conflit avec la loi sans ventiler les statistiques selon le sexe. Cette variable est véritablement essentielle afin de déterminer s'il existe une forme discrimination et, si oui, de quelle nature. Cependant, en dépit du caractère primordial des statistiques, il faut admettre que les critiques mentionnées ci-dessus et notamment celle relative aux biais dans les chiffres eux-mêmes sont fondées.

En effet, on lit sur le site officiel du BFS (2009a) que « les contrôles de qualité des données ont permis de découvrir et de supprimer des jugements n'entrant pas dans l'univers de base de la statistique des jugements pénaux des mineurs ». Tenant compte de cette affirmation, on comprend que certains cas ne correspondent pas à ceux que l'on recherche pour traiter de la délinquance des jeunes. Par extension, est-il possible de faire en sorte que certaines données concordent avec les statistiques ?

**Du civil au pénal ou comment coller à l'étiquette?**

Dénonciation par la mère, Margaux (16 ans) est « ingérable », la mesure civile, en place depuis plusieurs années, ne suffit plus.

Infraction retenue: LFStup (consommation de stupéfiants)

Enquête sociale:

Parents divorcés; lieu de vie indéfini.

Echec scolaire; exclusion du cycle.

Consommation occasionnelle de cannabis.

Mesures provisoires:

1° assistance personnelle;

2° placement provisoire en milieu ouvert.

Détérioration de la situation:

Fugues à répétition; mise en échec tout ce qui est proposé; conflits perpétuels avec ses parents.

Ordonnance: expertise psychologique en milieu fermé (3 mois), hors canton.

Audience: (séance de réseau)

Le psychiatre signale que Margaux explique à tout le monde que la raison de son séjour est liée à des violences extrêmes qu'elle aurait perpétrées dans son canton d'origine, dans lequel elle est par ailleurs tellement connue pour ses frasques que les policiers l'appellent par son prénom.

*Observation, Tribunal des mineurs (2009)*

L'exemple de Margaux présenté dans l'encadré est une histoire qui interroge car certaines de ses subtilités rendent pratiquement impossible sa prise en compte sur un plan statistique. Plus fort encore, le parcours réalisé par cette jeune fille met en crise le système en entier. En effet, il est légitime, en découvrant cette histoire, de questionner le pénal en tant qu'institution censée venir en aide aux enfants et protéger leurs droits, voire œuvrer pour leur intérêt supérieur.

Margaux aurait peut-être eu avantage à n'être en contact qu'avec un seul juge, le même pour le civil et pour le pénal. Ceci lui aurait sûrement évité de devoir un jour « coller à l'étiquette du pénal ». Cette remise en question du système paraît d'autant plus fondée lorsqu'on constate qu'une part importante des filles en conflit avéré avec la loi a tout d'abord passé par le civil (Totten, 2008). Par ailleurs, le mal-être des filles qui s'exprime bien souvent autrement que par des infractions au code pénal à proprement parler, serait-il plus facilement détecté et leurs besoins mieux entendus si une seule personne possédait les moyens d'intervention et de contrainte maximaux ? Ces questions restent pour l'instant sans réponse mais il va de soit que les statistiques ne seront pas d'une grande aide tant qu'elles subsistent sous cette forme.

C'est la raison pour laquelle il est impératif non seulement d'analyser les statistiques dans une perspective genre mais également d'opter pour cette perspective dans l'évaluation globale du système de justice des mineurs. La perspective genre n'est jamais exclusive. Considérer les caractéristiques de l'un des pôles implique la reconnaissance de la singularité de l'autre et autorise une meilleure compréhension du phénomène dans son entièreté.

### *Enjeux d'une approche genre*

Une approche genre est nécessairement bidirectionnelle et multidimensionnelle, il convient donc d'admettre qu'elle n'est pas choisie en faveur des filles. L'adoption d'une perspective genre est une décision relative à une volonté d'améliorer le système dans sa globalité. Les données développées au point 3.2 en sont un excellent exemple ; les filles et les garçons sont vulnérables aux mêmes facteurs de risque alors que les facteurs protecteurs sont sexospécifiques. Ce constat est une bonne illustration des avantages résultant d'un examen dans une perspective genre pour la totalité du groupe. En effet, le fait de pouvoir s'appuyer sur

de telles données empiriques permet non seulement d'améliorer et de façonner l'ensemble de l'intervention auprès des filles, mais également de perfectionner celle réalisée auprès des garçons, augmentant son caractère sexospécifique. La connaissance d'une partie passe aussi par l'étude de l'autre. Toutefois, l'examen du particulier pour comprendre le général n'est jamais à sens unique. Il s'agit donc de rester attentif à ne pas tomber dans une forme de réductionnisme afin de respecter le va-et-vient nécessaire entre l'étude de la partie et une remise en perspective de ces acquisitions en les recontextualisant dans le tout.

### *Synthèse*

Tenant compte du point aveugle dans la recherche s'agissant de la condition pénale des mineures en Suisse, il apparaît clairement que celles-ci sont victimes d'une discrimination indirecte. L'injustice en découlant est d'ailleurs grandement préjudiciable à cette catégorie vulnérable d'enfants. Face à cela, une prise de conscience des autorités politiques ainsi que des responsables du système de justice pénale des mineurs est nécessaire afin de prendre des mesures pour pallier cette inégalité.

Certes, la Suisse n'est pas, comme l'Amérique du Nord ou les banlieues du sud de la France, concernée par une augmentation considérable de la délinquance et de la violence des filles. Toutefois, comme susmentionné, certains chercheurs suisses (Queloz & Bütikofer, 2002 ; Nuoffer, 2006) notent un changement perceptible quant à la répartition des sexes dans le cadre de la délinquance des jeunes. Certains rapports nationaux réclament également des données sur lesquelles il est possible de travailler (DFJP, 2008 ; Branger et al., 2003) et concernant mon analyse statistique des chiffres du BFS, elle confirme une augmentation assez marquée de l'activité délictueuse des filles.

Conséquemment – en vertu du fait que les mineures en Suisse ont au moins les mêmes droits que les jeunes helvètes mâles ; étant donné que lorsque celles-ci contreviennent à la loi elles ont des problématiques personnelles qui peuvent au minimum être considérées comme ayant la même importance que celles de leurs homologues masculins ; en raison du fait que les adolescentes en rupture, au même titre que tous les autres jeunes suisses, méritent un traitement approprié eu égard à leur âge et leur sexe – la Suisse ne peut plus justifier le fait

d'attendre pour entreprendre une analyse sérieuse de la rupture juridique des jeunes dans une perspective genre. Par ailleurs, cet investissement sera inéluctablement rentable puisque consacré au bien-être de la jeunesse suisse. De plus, les filles, bien que très largement minoritaires dans le monde de la délinquance, ont besoin et ont droit à un traitement tenant compte de leurs particularités.

En prenant appui sur les besoins des mineures en conflit avec la loi, quel que soit leur nombre, il est réalisable de leur offrir un système de justice pénale pertinemment discriminant mais non-discriminatoire. Pour cela, il convient d'améliorer la connaissance globale et particulière de leur situation en leur permettant notamment de s'exprimer à ce sujet. En leur fournissant un cadre rendant possible la cessation des infractions, la cicatrisation espérée des blessures de vie et un idéal apaisement lié à la maturité et à la potentielle réussite, la Suisse ne risquera plus de violer leurs droits.

## 5. Conclusion

Ce travail de recherche, par l'exemple du cas des mineures en conflit avec la loi, se révèle être une intéressante illustration des différentes formes que peut prendre la discrimination à l'encontre des filles, notamment dans un pays dit « industrialisé ». Certains affirmeront qu'il s'agit d'un moindre mal et que la discrimination indirecte subie par les filles, ici en conflit avec la loi, est largement supportable. Cependant, cet exemple concerne une institution fédérale. Partant de ce constat, il est aisé de concevoir les résultantes plus directes de la conjugaison du sexisme et de l'âgisme dans des sphères moins règlementées et moins inspectées. Le point inquiétant de cette déduction est que ces niveaux qui échappent à un certain contrôle sont en général ceux qui agencent véritablement le quotidien des filles.

Invisible et pernicieuse, la discrimination prenant sa source au croisement de l'âge et du sexe est une injustice dont une société démocratique devrait savoir se libérer. Une manière de pallier cette marginalisation est de dépasser la notion simple d'individu en tant que « détenteur de droits » en se rappelant que ses droits sont en fait basés sur des besoins effectifs, auxquels il s'agit de répondre avant tout.

### *5.1. Les besoins comme base pour la justification des droits*

L'approche fondée sur les droits humains, succédant à la charité et à la bonne volonté pour la satisfaction des besoins fondamentaux, a été pour la société une avancée permettant de définir des « détenteurs de droits ». Cette nouveauté, impliquant directement l'existence de « dépositaires de droits », a notamment permis d'identifier ces derniers et de trouver un destinataire lorsqu'il s'agissait d'exiger la satisfaction de ses besoins fondamentaux (UNFPA, 2005). Cette conception s'est peu à peu affinée à partir du moment où les « dépositaires d'obligations », fréquemment reconnus comme étant les gouvernements, ont admis la singularité de certaines situations et les besoins particuliers y relatifs. Ainsi, les personnes nécessitant une protection spécifique ou des dispositions propres afin d'avoir un accès plein à leurs droits ont pu bénéficier de mesures spéciales. Tenant compte de ce retour aux origines des droits humains, le lien étroit unissant les besoins et les droits des individus est de la sorte

clarifié. De plus, les premiers semblent pouvoir être évoqués comme base pour la justification des seconds (Ochaíta & Espinosa, 2002).

Dès lors, il s'agit de se souvenir, lorsque l'on appelle les gouvernements à remplir leurs obligations relatives aux droits des citoyens que l'on prend appui sur des besoins fondamentaux. De ce fait, un Etat qui ne met pas en place des lois et des systèmes équitables permettant aux personnes d'exercer et de jouir pleinement de leurs droits ainsi que de trouver une réparation judiciaire pour un non-respect de ceux-ci, n'est pas uniquement en train de violer les droits qu'il reconnaît à ses citoyens, il participe de surcroît à rendre impossible pour le citoyen de satisfaire ses besoins fondamentaux.

S'agissant des enfants et plus particulièrement des filles certaines dispositions ont été élaborées afin que leurs besoins spéciaux puissent légalement et juridiquement trouver satisfaction. Toutefois, pour qu'une réelle prise en considération de ceux-ci puisse émerger, il s'agit de faire sortir les fillettes de l'ombre des systèmes d'oppression basés sur l'âge et le genre. La condition incontestablement singulière des filles nécessite une approche sensible à leur marginalisation à caractère intersectionnel si l'on entend percevoir quels sont leurs besoins véritables. Ceux-ci sont par ailleurs indispensables afin d'accomplir la tâche complexe qu'est celle de déterminer ce qui pourrait être dans l'« intérêt supérieur » des filles ou d'une fillette. En effet, sans accorder une attention marquée aux besoins de ces dernières et sans entendre leur opinion, il est impossible de définir ce qui peut être dans leur intérêt supérieur. La participation des filles à l'évaluation de leur situation, conjuguée à une connaissance approfondie et détaillée de leurs besoins développementaux et individuels est la clé pour ouvrir la boîte noire de la marginalisation intersectionnelle.

## ***5.2. Lecture intersectionnelle de la Convention des Droits de l'Enfant***

Ce travail de recherche a été initié autour d'une interrogation portant sur la pertinence de la Convention des Droits de l'Enfant dans le cas spécifique des filles. Le questionnement premier reposait entre définir s'il est préférable de concevoir un nouvel instrument de droit humain international pour protéger les droits particuliers des filles ou s'il est plus fructueux d'utiliser

la CDE et son terrain brillamment conquis, en offrant une lecture au féminin de cet instrument. Dans la même veine, la possibilité de trouver un équilibre favorable à la condition des filles, entre des mesures de discrimination positive et un traitement égalitaire, était sérieusement questionnée. Tenant compte du cheminement théorique réalisé et de l'analyse factuelle de l'exemple d'une catégorie de filles marginalisée, il est à présent concevable de répondre à cette dernière question de manière positive.

En réalité, il est possible d'offrir aux filles une position spécifique dans la société, respectueuse de leurs droits et attentive à leurs besoins particuliers. Cette situation idéale nécessite un équilibre judicieux et pertinent, en constante mouvance. C'est ainsi qu'il faut concevoir la situation des filles, comme une perpétuelle quête de leurs besoins fondamentaux et spéciaux à systématiquement articuler avec l'obligation de les traiter de façon juste. Cette recherche de justice requiert tantôt d'entrer sciemment dans une forme d'égalité asymétrique et parfois de permettre à une égalité symétrique de s'installer. C'est à cette seule condition qu'il est envisageable d'offrir aux filles un milieu non-discriminatoire. En revanche, ceci ne peut être réalisé qu'en ayant pleine conscience des nuisances résultant des systèmes d'oppression dont sont victimes les filles. C'est pourquoi une approche intersectionnelle, permettant de mettre à jour ces interactions subtiles, est indispensable pour aborder la condition de celles-ci.

Ce type d'approche permet également de répondre à l'interrogation concernant la pertinence de la CDE pour le cas des filles. En effet, il est concevable de considérer la Convention comme éminemment adéquate pour la protection et la promotion des droits des filles, à condition de l'interpréter dans une perspective intersectionnelle. Ceci implique de l'articuler avec la CEDAW et sa conception de l'égalité afin de limiter les biais liés au genre. De la sorte, une attention particulière peut être accordée à la marginalisation intersectionnelle des filles au cours de la lecture des articles et des principes généraux de la CDE. Cette considération permettant de mettre leurs besoins sexospécifiques à jour et de déterminer si une décision est réellement dans leur intérêt supérieur.

En plus d'offrir un cadre de réflexion et, par extension, d'action pour trouver un juste équilibre pour les filles, la perspective intersectionnelle, comme filtre de lecture pour la CDE, présente



un autre avantage majeur. En effet, celui-ci permet de rester attentif à toute(s) autre(s) forme(s) de marginalisation au sein même du groupe « fille » ; un système d'oppression supplémentaire (racisme, être « en conflit avec la loi », être « en situation de rue ») étant plus aisé à percevoir dans cette optique, car son influence sur les autres ne peut pas être occultée et encore moins ignorée. Cet immense avantage est amplifié par le fait que le filtre de l'intersectionnalité offre également un exemple pour l'examen d'autres situations marginales.

Assurément, la perspective intersectionnelle n'est en aucun cas exclusivement rattachée au genre. De la sorte, si l'on s'intéresse à la condition des enfants en situation de handicap par exemple, sachant que celle-ci est également agencée par des rapports de domination en interaction, une lecture intersectionnelle de la CDE articulée à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, dans ce cas, devient également appropriée. En conséquence, la perspective intersectionnelle est pareillement pertinente pour l'analyse de la situation de tous les groupes minoritaires et permet d'œuvrer contre leur marginalisation. Pour finir, notons qu'en plus des bénéfices conséquents qu'offre ce filtre de lecture, il est particulièrement avantageux de maintenir l'important terrain d'action déjà conquis par la CDE ; la quasi totalité de la communauté internationale ayant ratifié cet instrument.

Dans l'optique d'entrer une fois pour toutes dans une approche de la situation des filles attentive au genre et de suggérer des pistes d'action pour la mise en place d'une lecture de la CDE au féminin, il est à propos de reprendre les propositions de deux femmes susnommées. La première concerne une étroite collaboration à mener entre les Comités respectifs et relatifs à la CDE et la CEDAW, par la nomination de deux personnes, issues de chaque Comité, chargées de conduire ce partenariat (Khattab, 2006). Cette suggestion est une clé pour la mise en pratique d'une lecture intersectionnelle des deux traités. Elle laisse d'ailleurs envisager des commentaires concernant les rapports nationaux des Etats parties ainsi que des Observations Générales effectivement attentifs aux interactions se jouant entre les statuts d'enfant et de femme et cela de la part des deux Comités.

Le second appel se rapporte à la création d'un poste d'ombudsman spécifique à la question des filles (Taefi, 2009). En vérité, cette vision est le moteur du développement du filtre de

l'intersectionnalité pour le cas des filles. La création de ce genre de poste est difficile à obtenir, cependant, s'il peut émerger, un organisme est chargé d'une problématique toute particulière à lui seul. Ainsi, il devient non plus seulement possible de contrer la marginalisation des filles en général mais également d'œuvrer contre celle de ses subdivisions.

Deux impulsions pour atteindre l'équilibre dont nous traitons plus haut. Maintenir une égalité symétrique à plusieurs niveaux, parmi les enfants et parmi les femmes, en usant des instruments préexistants et établir une égalité asymétrique par la création d'outils spécifiques. C'est sur cet objectif que la lutte contre la discrimination à l'encontre des filles doit se fonder. Ainsi, l'espoir peut subsister quant à la naissance d'un souffle de dignité, de justice et de respect pour les filles de par le monde, dans une vision d'*empowerment*.

*« Les politiques et mesures de développement qui négligent de tenir compte de l'inégalité des sexes... n'auront qu'une efficacité limitée et coûteront très cher aux sociétés. »*

Equipe de travail du Projet objectifs du Millénaire sur l'éducation et l'égalité des sexes (UNFPA, 2005)

## 6. Bibliographie

- L'Assemblée Fédérale – le Parlement Suisse. (2009, November 16). Curia Vista – Objets Parlementaires : Droit international changement de système, *réponse du Conseil fédéral du 09.12.1996*. Retrieved November 16, 2009 from [http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch\\_id=19963479](http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=19963479)
- Becker, H.S. (1997). *Outsiders, studies in the sociology of deviance*. New-York : The Free Press.
- Bertrand, M.-A. (1979). *La femme et le crime* [Electronic version]. Montréal : Les Éditions de l'Aurore.
- Besson, S. (2005). The Principle of Non-Discrimination in the Convention on the Rights of the Child. *The International Journal of Children's Rights*, 13(4), 433-461.
- Björkqvist, K. (1994, February). *Sex differences in physical, verbal and indirect aggression : a review of recent research*. Retrieved August 10, 2009 from [www.vasa.abo.fi/svf/up/articles/sexdiff\\_a\\_review.pdf](http://www.vasa.abo.fi/svf/up/articles/sexdiff_a_review.pdf)
- Blatier, C. (2003). *Discrimination et psychologie aspects développementaux du genre à l'adolescence*. In *Les droits de l'enfant : et les filles ?* (pp. 53-65). Sion : Institut international des droits de l'enfant c/o Institut Universitaire Kürt Bösch.
- Branger, K., Gazareth, P. & Schön-Bühlmann, J. (2003). *Vers l'égalité? La situation des femmes et des hommes en Suisse. Troisième rapport statistique* [Electronic version]. Neuchâtel : Office fédéral de la statistique (OFS).
- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009a, November 16). Criminalité et exécution des peines, jugements pénaux de mineurs in : Criminalité, droit pénal (Thème 19). Retrieved November 16, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/04.html>

- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009d, June 8). *Jugements pénaux des mineurs avec infractions de violence, selon le sexe, l'âge et la nationalité*. Retrieved July 30, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/04/key/delinquenten/gesetze.html>
- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009b, June 8). *Jugement pénaux des mineurs – données historiques 1984 – 1998*. Retrieved July 30, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/04/key/histo/02.html>
- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009c, June 8). *Jugements pénaux des mineurs, selon le canton, le sexe, l'âge et la nationalité*. Retrieved July 30, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/04/key/delinquenten/gesetze.html>
- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009e, September 25). *Récidive mineurs selon sexe, âge, nationalité, antécédents et gravité des infractions*. Retrieved November 16, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/04/03/01/04/01.html>
- Bureau Fédéral des Statistiques suisses. (2009f, September 25). *Taux de récidive mineurs selon sexe, âge, nationalité, antécédents, type de récidive et choix d'infraction*. Retrieved November 16, 2009 from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/04/03/01/04/01.html>
- Bütikofer, F. (2007, September). Les incidences des droits de l'enfant sur la privation de liberté des mineurs en Suisse. *Bulletin DEI*, 13(3). Retrieved September 9, 2009 from [http://www.netopera.net/sitedei/d/article\\_dei.php5982](http://www.netopera.net/sitedei/d/article_dei.php5982)
- Chesney-Lind, M. (2000). *Woman and the Criminal Justice System : Gender Matters*. U.S. Department of Corrections, National Institute of Corrections. Retrieved August 24, 2009 from <http://nicic.gov/Library/period182>

Chesney-Lind, M. & Shelden, R.G. (1992). *Delinquency and juvenile justice*. Belmont (Ca): Wadsworth Publishing Company.

Collins, P.H. (1990). *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. Boston: Unwin Hyman. pp. 221–238. Retrieved December 10, 2009 from <http://www.runet.edu/~lridener/courses/BLKFEM.HTML>

Comité des Droits de l'Enfant. (2005, November 29). *Directives générales concernant la forme et le contenu des rapports périodiques que les Etats parties doivent présenter conformément au paragraphe 1 b) de l'article 44 de la Convention*. UN Doc. CRC/C/58/Rev.1

Comité des Droits de l'Enfant. (2007, February 27). *Observation Générale n°9, les droits des enfants handicapés*. UN Doc. CRC/C/GC/9

Comité des Droits de l'Enfant. (2007, April 25). *Observation Générale n°10, les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs*. UN Doc. CRC/C/GC/10

Comité des Droits de l'Homme. (1989, October 11). *Observation Générale n° 18, Article 26 : Principe d'égalité*. In *Compilation des commentaires généraux et Recommandations générales adoptées par les organes des traites U.N.* Doc. HRI\GEN\1\Rev.1. (1994). Retrieved January 4, 2010 from <http://www1.umn.edu/humanrts/gencomm/french/hrcoms-f.html>

Conseil Fédéral. (2009, May). *Les jeunes et la violence, pour une prévention efficace dans la famille, l'école, l'espace social et les médias*. Retrieved June 1, 2009 from <http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=27051>

*Convention relative aux Droits de l'Enfant*, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, Resolution 44/25, UN doc. A/44/25.

*Convention sur l'Elimination de toutes formes de Discriminations à l'égard des Femmes*, adoptée le 18 décembre 1979 par l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Résolution 34/180.

Couchepin, N. (2002). *Des mots cloués dans la gorge*. Grolley (CH) : Les Editions de l'Hèbe.

Crenshaw, K.W. (1994). *Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color* [Electronic Version]. In M. Albertson Fineman, R. Mykitiuk (Eds.) *The Public Nature of Private Violence* (pp. 93-118). New York: Routledge. Retrieved September 14, 2009 from [www.wcsap.org/Events/Workshop07/mapping-margins.pdf](http://www.wcsap.org/Events/Workshop07/mapping-margins.pdf)

Département fédéral de justice et police. (2008, April 11). *Violence des jeunes*. Retrieved June 1, 2009 from [http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themen/kriminalitaet/ref\\_jugendgewalt.html](http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themen/kriminalitaet/ref_jugendgewalt.html)

Detrick, S., Abel, G., Berger, M., Delon, A. & Meek, R. (2008). *La Violence contre les Enfants en Conflit avec la Loi, une Étude sur les Indicateurs et la Collecte de Données en Belgique, en Angleterre et Pays de Galles, en France et aux Pays-Bas*. Défense des Enfants International, The Netherlands.

Expert Group Meeting on the Elimination of all forms of Discrimination and Violence against the Girl Child. (2006). *Aide Mémoire*. UN doc. EGM/DVGC/2006/INF.1. Retrieved December 28, 2009 from [http://www.ilo.org/gender/Events/lang--en/docName--WCMS\\_083964/index.htm](http://www.ilo.org/gender/Events/lang--en/docName--WCMS_083964/index.htm)

Fonds des Nations Unies pour la Population. (2005). *Etat de la population mondiale 2005. La promesse d'égalité, égalité des sexes, santé en matière de procréation et objectifs du millénaire pour le développement*. Retrieved December 28, 2009 from [http://www.unfpa.org/public/publications/search\\_pubs/swpreports](http://www.unfpa.org/public/publications/search_pubs/swpreports)

Gal, T. & Bessell, S. (2006, December). *Forming Partnerships: The Human Rights of*

- Children in Need of Care and Protection*. Paper presented to RegNet Seminar Series, the Australian National University. Retrieved December 9, 2009 from [ccb.anu.edu.au/News%20&%20Events/GalBessellDraftPaper.pdf](http://ccb.anu.edu.au/News%20&%20Events/GalBessellDraftPaper.pdf)
- Gapany, P.R. (2003). *Préface*. In *Les droits de l'enfant : et les filles ?* (pp. 7-11) Sion : Institut international des droits de l'enfant c/o Institut Universitaire Kürt Bösch.
- Gehring, K. & Bauman, A. (2007). *Gender-Responsive Programming : Promising Approaches*. U.S. Department of Corrections, National Institute of Corrections. Retrieved August 24, 2009, from <http://nicic.gov/Library/023741>
- Hanson, K. (in press). *La question des âges en justice juvénile*.
- Hawkins, S.R., Graham, P.W., Williams, J. & Zahn, M.A. (2009, January). Resilient Girls - Factors That Protect Against Delinquency [Electronic version]. *The Girls Study Group Bulletin : Understanding and Responding to Girls' Delinquency*. Retrieved July 28, 2009 from [http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp\\_bulletins](http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp_bulletins)
- Heidensohn, F. & Gelsthorpe, L. (2007). *Gender and Crime*. In M. Maguire, R. Morgan & R. Reiner (Eds.), *The Oxford handbook of criminology*, 4 (pp. 381-420). Oxford University Press.
- Hodgkin, R. & Newell, P. (2002). *Article 2. Non-discrimination*. In R. Hodgkin, & P. Newell (Eds.), *Manuel d'application de la Convention relative aux Droits de l'Enfant* (pp. 19-38). New York : UNICEF.
- Institut international des Droits de l'Enfant. (2008). *Enfants en conflit avec la loi*. Sion : Author.
- Infodrog. (2008, June). *Genre et addictions*. Communication présentée à la deuxième journée nationale au Palais des Congrès à Bienne, CH.
- The Iowa Gender-Specific Services Task Force (1999, January). *Providing Gender-*

*Specific Services for Adolescent Female Offenders, Guidelines & Resources.*

Iowa Commission on the status of Women Department of Human Rights.

Retrieved July 28, 2009 from

[http://www.women.iowa.gov/ICSW\\_initiatives/juvenile\\_justice/TF\\_publications.html](http://www.women.iowa.gov/ICSW_initiatives/juvenile_justice/TF_publications.html)

Kanyoro, M. (2007, March). *Empowering the girl child : Providing opportunities and support*. Paper presented at the Third Annual Meeting of Women Speakers of Parliament, New York, United Nations Headquarters. Retrieved December 13, 2009 from <http://www.ipu.org/splz-e/mws07.htm>

Khattab, M. (2006). *The elimination of all forms of discrimination and violence against the girl child*. UN. Doc. EGM/DVGC/2006/EP.15. Retrieved December 13, 2009 from [www.un.org/womenwatch/daw/egm/elim-disc-viol-girlchild/ExpertPapers/EP.15%20Khattab.pdf](http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/elim-disc-viol-girlchild/ExpertPapers/EP.15%20Khattab.pdf)

Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn). 20 juin 2003.

Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin). 20 mars 2009

Michielli, J. (2003). *The Girl Child and International Instruments*. In *Les droits de l'enfant : et les filles ?* (pp. 36-52). Sion : Institut international des droits de l'enfant c/o Institut Universitaire Kürt Bösch.

Moffitt, T.E., Caspi, A., Rutter, M. & Silva, P.A. (2001). *Sex Differences in Antisocial Behaviour: Conduct Disorder, Delinquency, and Violence in the Dunedin Longitudinal Study* [Electronic version]. Cambridge University Press.

Morin, E. (2003, May). Sur l'interdisciplinarité. *L'Autre Forum*, 5-10.

Nuoffer, H. (2006, October). *La nouvelle législation régissant la condition pénale des personnes mineures en Suisse et une solution régionale, le Concordat latin du 24 mars 2005*. Paper presented at the IIème Conférence Internationale de l'Observatoire International de Justice Juvénile, Brussels, Belgium. Retrieved



September 9, 2009 from <http://www.cldjp.ch/concordats/mineurs.html>

Ochaíta, E. & Espinosa M<sup>a</sup>.A. (2001). Needs of children and adolescents as a basis for the justification of their rights. *The International Journal of Children's Rights*, 9(4), 313-337.

Otchet, A. (2007). Pas de statistiques, pas de problèmes, pas de mesures à prendre [Electronic version]. *Le Courier de l'UNESCO*, 2, 12-14. Retrieved October 8, 2009 from [www.unesco.org/fr/courier](http://www.unesco.org/fr/courier)

Owen, B. & Bloom, B. (2000, June). *Profiling the Needs of Young Female Offenders : Instrument Development and Pilot Study – Final Report, April 2000*. U.S. Department of Justice. Retrieved July 28, 2009 from [www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/182737.pdf](http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/182737.pdf)

Pahlavan, F. (2006). *Contribution des facteurs biologiques dans les manifestations des comportements d'agression chez les femmes*. In P. Verlann & M. Déry (Eds.). *Les conduites antisociales des filles* [Electronic version] (pp. 7-50). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Poiret, C. (2005). Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques, quelques enseignements du débats nord-américain [Electronic Version]. *Femmes, genre, migration et mobilités*, 20(1), 195-226.

Pretceille, M.A. (2003). *De la nécessité d'un apprentissage de l'altérité par opposition aux catégories*. In *Les droits de l'enfant : et les filles ?* (pp. 24-35) Sion : Institut international des droits de l'enfant c/o Institut Universitaire Kürt Bösch.

*Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile* (Principes de Riyad), adoptés le 14 novembre 1990 par l'Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 45/112.

Quinsey, V., Skilling, T., Lalumière, M. & Craig, W. (2004). *Juvenile Delinquency, understanding the origins of individual differences*. Washington, DC :

American psychological association.

Queloz, N. & Bütikofer, F.R. (2002). Évolution de la justice des mineurs en Suisse.  
*Déviance et Société* 3(26), (315-328).

*Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs*  
(Règles de Beijing), adoptées le 29 novembre 1985 par l'Assemblée générale  
des Nations Unies, Résolution 40/33.

*Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté* (Règles de la  
Havane), adoptées le 14 décembre 1990 par l'Assemblée générale des Nations  
Unies, Résolution 45/113.

Réseau interdisciplinaire et interuniversitaire national sur le genre. (2006, January 13).  
*Le genre comme catégorie d'analyse*. Retrieved October 8, 2009 from  
<http://www.univ-paris8.fr/RING/fichiers/categorieanalyse.html>

Rubi, S. (2002, March). Les « crapuleuses » : masculinisation des comportements ou  
application de la loi des plus fortes ? [Electronic version]. *VEI Enjeux* (128),  
114-135.

Smith, D. & McAra, L. (2004). Gender and Youth Offending. *The Edinburgh Study of  
Youth Transitions and Crime, Number 2*. Retrieved August 24, 2009 from  
[www.law.ed.ac.uk/cls/esytc](http://www.law.ed.ac.uk/cls/esytc)

Spelman, E.V. (1988). *Inessential Women, Problems of Exclusion in Feminist Thought*.  
Boston (MA): Beacon Press.

Storz, R. (2007). *Evolution de la délinquance juvénile. Jugements pénaux des  
adolescents, de 1946 à 2004* [Electronic version]. Neuchâtel : Office fédéral de  
la statistique (OFS).

Taefi, N. (2009). The Synthesis of Age and Gender : Intersectionality, International  
Human Rights Law and the Marginalisation of the Girl-Child. *The*

*International Journal of Children's Rights*, 17(3), 345-376.

- Timmons-Mitchell, J., Brown, C., Schulz, S.C., Webster, S.E., Underwood, L.E. & Semple, W.E. (1997). *Comparing the Mental Health Needs of Female and Male Incarcerated Juvenile Delinquents* [Electronic version]. *Behavioral Sciences and the Law*, 15, 195-202.
- Totten, M. (2004, May). *Gender-Responsive Young Offender Services and the Need for Femal Staff*. Retrieved August 24, 2009 from <http://www.ysb.on.ca/english/pdf>
- Totten, M. (2008, April). *The Promising Practices for Addressing Youth Involvement in Gangs*. Retrieved January 5, 2010 from <http://www.pssg.gov.bc.ca/crimeprevention/gangs/index.htm>
- Viredaz, B. (2008, February). *Le droit pénal suisse des mineurs : la rigidité des limites de la minorité v. la souplesse de la prise en charge*. Retrieved August 10, 2009 from [http://www.juvenilejusticepanel.org/resources/?act=res&cat=regions\\_countries&nod=Switzerland&id=ViredazDroitsMineursSuisse06&start=1](http://www.juvenilejusticepanel.org/resources/?act=res&cat=regions_countries&nod=Switzerland&id=ViredazDroitsMineursSuisse06&start=1)
- Weldon, S.L. (2005, August). *Rethinking Intersectionality: Some conceptual problems and solutions for the comparative study of welfare states*. Prepared for delivery at the 2005 Annual Meeting of the American Political Science Association, September 1-4, 2005, Washington DC, U.S.A. Retrieved September 17, 2009 from [http://www.allacademic.com//meta/p\\_mla\\_apa\\_research\\_citation/0/4/1/9/4/pages41944/p41944-1.php](http://www.allacademic.com//meta/p_mla_apa_research_citation/0/4/1/9/4/pages41944/p41944-1.php)
- Widom, C.S. (2000, September). Childhood Victimization and the Derailment of Girls and Women to the Criminal Justice System. In *Research on Women and Girls in the Justice System : Plenary Papers of the 1999 Conference on Criminal Justice Research and Evaluation – Enhancing Policy and Practice Through Research*, 3, 27-36. Retrieved July 28, 2009 from

<http://www.abanet.org/crimjust/juvjus/girls.html>

- Wiesmann, U., Biber-Klemm, S., Grossenbacher-Mansuy, W., Hirsch Hadorn, G., Hoffmann-Riem, H., Joye, D., et al. (2008). *Comment renforcer la recherche transdisciplinaire: une synthèse en quinze propositions*. In F, Darbellay & T. Paulsen (Eds. and trans.), *Le défi de l'inter- et transdisciplinarité : Concepts, méthodes et pratiques innovantes dans l'enseignement et la recherche* (pp. 183-196). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Winter, R. (2003). *Girls in prison*. In *Les droits de l'enfant : et les filles ?* (pp. 107-114). Sion : Institut international des droits de l'enfant c/o Institut Universitaire Kürt Bösch.
- Young, I.M. (2007). Le genre, structure sérielle : penser les femmes comme un groupe social. *Recherches féministes*, 20(2), 7-37.
- Zahn, M. A., Hawkins, S. R., Chiancone, J. & Whitworth, A. (2008, November). Charting the way to delinquency [Electronic version]. *The Girls Study Group Bulletin : Understanding and Responding to Girls' Delinquency*. Retrieved July 28, 2009 from [http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp\\_bulletins](http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp_bulletins)
- Zahn, M. A., Brumbaugh, S., Steffensmeier, D., Feld, B. C., Morash, M., Chesney-Lind, M., et al. (2008, May). Violence by Teenage Girls: Trends and Context [Electronic version]. *The Girls Study Group Bulletin : Understanding and Responding to Girls' Delinquency*. Retrieved July 29, 2009 from [http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp\\_bulletins](http://girlsstudygroup.rti.org/index.cfm?fuseaction=dsp_bulletins)